

MARX, ENGELS ET LENINE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Conformément à une directive du président Mao, le « Renmin Ribao » et le « Hongqi » ont compilé une partie des thèses de Marx, d'Engels et de Lénine sur la dictature du prolétariat. Et le « Renmin Ribao » a consacré le 22 février trois pages et demie à ces citations, avec une note de rédaction du « Renmin Ribao » et du « Hongqi ». Nous reproduisons la note et les citations ci-après :

Notre grand dirigeant, le président Mao, a récemment donné une importante directive sur la question de la théorie.

Le président Mao a indiqué : **Pourquoi Lénine soulignait-il la nécessité d'exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Ce problème doit être bien compris.** Si on n'en a pas une parfaite compréhension, on risque de tomber dans le révisionnisme. Ceci doit être porté à la connaissance du pays tout entier.

A propos du régime socialiste, le président Mao a dit : **En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. A l'heure actuelle, on pratique toujours un système de salaires en huit échelons, le principe dit «a chacun selon son travail», l'échange monétaire, et tout cela ne diffère guère de ce qu'il y avait dans l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé.** Et il a souligné : **Notre pays pratique à l'heure actuelle le système des marchandises; le système de salaires n'est pas égal, il est en huit échelons, etc. Tout cela, on ne peut que le limiter sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accédaient au pouvoir, il leur serait facile d'installer le régime capitaliste. Nous devons donc lire davantage d'œuvres marxistes-léninistes.**

Le président Mao a encore indiqué : **Lénine a dit: « La petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Il en est de même pour une partie de la classe ouvrière, pour une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste aussi bien au sein du prolétariat que parmi le personnel des organismes.**

La directive du président Mao, en mettant pleinement en lumière la théorie marxiste sur la dictature du prolétariat, souligne l'extrême importance qu'en revêt l'étude aujourd'hui. Tous les camarades du Parti et tout le peuple du pays lui doivent la grande attention qu'elle requiert.

Conformément à la directive du président Mao, nous avons choisi et compilé une partie des thèses de Marx, d'Engels et de Lénine sur la dictature du prolétariat pour qu'elles soient étudiées par tous. Les cadres dirigeants doivent tout d'abord donner l'exemple dans l'étude de ces citations et étudier consciencieusement les principaux ouvrages de Marx, Engels, Lénine, Staline, et ceux du prudent Mao, qui traitent de la dictature du prolétariat. Ils doivent dans le même temps, organiser comme il se doit cette étude parmi les membres du Parti les cadres et les masses. Il faut comprendre l'importante signification pratique et la grande et lointaine portée historique de cette directive du président Mao, et s'en pénétrer.

Que les centaines de millions de personnes du pays étudient et assimilent la théorie marxiste concernant la dictature du prolétariat est un événement majeur pour prévenir le révisionnisme et le combattre, pour consolider et renforcer la dictature du prolétariat. Les comités du Parti aux différents échelons doivent accorder toute l'attention voulue pour mener à bien cette étude, appliquer plus consciemment encore la ligne fondamentale et les diverses mesures politiques du Parti, continuer de mener avec succès le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius et poursuivre jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat.

(...) en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et: des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer 1) que **l'existence des classes** n'est liée qu'à des **phases historiques déterminées du développement de la production**; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la **dictature du prolétariat**; 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à **l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes**.

« K. Marx à J. Weydemeyer » (5 mars 1852)

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*.

K. Marx: « *Critique du programme de Gotha* » (Avril-début mai 1875)

Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales.

K. Marx: « *Les luttes de classes en France (1848-1850)* » (Janvier-1^{er} novembre 1850)

En détruisant les conditions existantes d'oppression par la remise de tous les moyens de travail au producteur, et en obligeant de cette manière chaque individu physiquement susceptible de le faire à travailler pour subvenir à son existence, nous supprimons l'unique base de la domination et de l'oppression de classe. Mais avant qu'un tel changement puisse être effectué, une dictature du prolétariat devient nécessaire, dont la première condition est une armée prolétarienne.

K. Marx: « *Discours prononcé à l'occasion du 7^{ème} anniversaire de l'Internationale* » (Septembre 1871)

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

K. Marx et F. Engels: « *Manifeste du Parti communiste* » (Février 1848)

Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise.

Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme.

V.Lénine : « *L'Etat et la Révolution* » (Août-septembre 1917)

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie dont la résistance est *décuplée* du fait de son renversement (ne fut-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible.

V. Lénine: «*La maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)* » (Avril-mai 1920)

...lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou dans deux directions principales. D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploités, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécutif des pauvres. Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos. Et il est évident que tous les éléments de la décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite-bourgeoise (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peut manquer de « se manifester » dans une révolution aussi profonde. Et ils *ne peuvent* « se manifester » autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et *il faut une main de fer*.

L'histoire ne connaît pas une seule grande révolution où le peuple n'ait senti cela d'instinct et n'ait fait preuve d'une fermeté salutaire en fusillant sur place les voleurs. Le malheur des révolutions du passé était que l'enthousiasme révolutionnaire des masses, qui entretenait leur état de tension et leur donnait la force de châtier impitoyablement les éléments de décomposition, ne durait pas longtemps. La cause sociale, c'est à dire la cause de classe de cette instabilité de l'enthousiasme révolutionnaire des masses, était la faiblesse du prolétariat, seul capable (s'il est suffisamment nombreux, conscient et discipliné) de se rallier la *majorité*

des travailleurs et des exploités (la majorité des pauvres, pour employer un langage plus simple et plus populaire) et de garder le pouvoir assez longtemps pour écraser définitivement tous les exploités et tous les éléments de décomposition.

C'est cette expérience historique de toutes les révolutions, c'est cette leçon économique et politique de l'histoire mondiale que Marx a résumé dans une formule brève, nette, précise et frappante : dictature du prolétariat.

V.Lénine : « *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets* » (mars-avril 1918)

La classe des exploités, les propriétaires fonciers et les capitalistes, n'a pas disparu et ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploités ont été battus, mais non anéantis. Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production; il leur reste l'argent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite. L'« art » de gouverner l'Etat, l'armée, l'économie leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population. La lutte de classe des exploités déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée. Et il ne saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes (comme le font tous les héros de la IIème Internationale).

V. Lénine: « *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat* » (Octobre 1919)

En Russie, nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons !). Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, — ce qui nous a été relativement facile, — c'est aussi *supprimer les petits producteurs de marchandises*; or, ceux-ci *on ne peut pas les chasser*, on ne peut pas les écraser, *il faut faire bon ménage* avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, — mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle *d'organisateur* (qui est son rôle *principal*), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits patrons; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante,

réalisent les *mêmes* résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui *restaurent* la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat.

V.Lénine : « *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* » (Avril-mai 1920)

Non, la classe ouvrière n'est pas séparée de la vieille société bourgeoise par une muraille de Chine. Et lorsque la révolution sociale éclate, c'est bien différent de ce qui se passe lorsque quelqu'un meurt et qu'on emporte son corps. Quand l'ancienne société meurt, on ne peut pas clouer son cadavre dans un cercueil et l'enfermer dans un tombeau. Ce cadavre se décompose au milieu de nous, il pourrit et nous contamine nous-mêmes.

V.Lénine : « *Réunion commune du Comité Exécutif central, du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges et des syndicats* » (Juin 1918)

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcons une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes: une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le *droit égal* est donc toujours ici, dans son principe. . . *le droit bourgeois*, bien que principe et pratique n'y soient plus aux prises, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'*en moyenne* et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, *le droit égal* reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi au travail comme *unité de mesure commune*.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce *droit égal* est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels; *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit*. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ;

mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé*; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que *comme travailleurs* et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal. Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

K. Marx: « *Critique du programme de Gotha* » (Avril-début mai 1875)

. . . dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le «droit bourgeois- est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le «droit bourgeois» en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est *dans cette mesure*, mais dans cette mesure seulement, que le «droit bourgeois» se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. « Qui ne travaille pas ne doit pas manger. » : ce principe socialiste est *déjà* réalisé; « à quantité égale de travail, quantité égale de produits » : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le «droit bourgeois» qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégaux en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

V.Lénine : « *L'Etat et la révolution* » (Août-septembre 1917)

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le «socialisme» au sens habituel du mot) *ne supprime pas* à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du «droit bourgeois», qui *continue de régner*, puisque les produits sont répartis «selon le travail».

V.Lénine : « *L'Etat et la révolution* » (Août-septembre 1917)

Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *Etat bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil capable de *contraindre* à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois, — sans bourgeoisie !

V.Lénine : « *L'Etat et la révolution* » (Août-septembre 1917)

M. Dühring met sans doute chacun en mesure d'avoir «une consommation quantitativement égale», mais il ne peut y obliger personne. Au contraire, il est fier de dire que dans son univers, chacun peut faire ce qu'il veut de son argent. Il ne peut donc pas empêcher que les uns se mettent de côté un petit trésor en argent, tandis que les autres ne s'en tirent pas avec le

salaire qu'on leur paye. Il rend même cela inévitable en reconnaissant expressément la propriété commune de la famille dans le droit successoral, d'où résulte, par conséquent, l'obligation pour les parents d'entretenir les enfants. Mais voilà qui fait une brèche puissante à la consommation quantitativement égale. Le célibataire vit magnifiquement et dans le bonheur avec ses huit ou douze marks quotidiens, tandis que le veuf avec huit enfants mineurs s'en tire misérablement. Mais d'autre part, en acceptant sans plus l'argent en paiement, la commune laisse ouverte la possibilité que cet argent ait été acquis autrement que par le travail personnel. *Non olet*, «l'argent n'a pas d'odeur». Elle ne sait pas d'où il vient. Mais ainsi sont données toutes les conditions pour que la monnaie-métal qui, jusqu'à présent, n'a joué que le rôle d'un jeton de travail, prenne une fonction monétaire réelle. Voici donc l'occasion et le motif, d'une part, de thésauriser, d'autre part, de s'endetter. Le nécessiteux emprunte à celui qui thésaurise. L'argent emprunté, accepté en paiement de moyens de subsistance par la commune, redevient donc ce qu'il est dans la société actuelle, incarnation sociale du travail humain, étalon réel du travail, moyen de circulation universel. Toutes les «lois et normes administratives» du monde sont aussi impuissantes là-contre que contre la table de multiplication ou la composition chimique de l'eau. Et comme celui qui thésaurise est en mesure de réclamer au nécessiteux des intérêts, voilà, en même temps que la fonction monnaie de l'argent-métal, l'usurier rétabli lui aussi.

F. Engels : «*Anti-Dühring*» {Septembre 1876-juin 1878}

Une fois que la société produisant les marchandises a développé jusqu'à la forme monnaie la forme valeur inhérente aux marchandises comme telles, on voit surgir au jour plusieurs des germes dissimulés encore dans la valeur. Le premier effet et le plus essentiel est la généralisation de la forme marchande. L'argent impose la forme marchande même aux objets produits jusqu'alors pour la consommation directe du producteur, il les entraîne dans l'échange. Par là, la forme marchande et l'argent pénètrent dans l'économie intérieure des communautés directement socialisées en vue de la production, ils rompent un lien de la collectivité après l'autre et résolvent la communauté en une foule de producteurs privés.

F. Engels : «*Anti-Dühring*» {Septembre 1876-juin 1878}

Qu'est-ce donc que la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce; or la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange de marchandises entre des petits patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, la division en capitalistes et en ouvriers salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. Cela, nous le savons très bien en théorie, et tous ceux qui en Russie ont observé de près la vie et les conditions économiques du petit agriculteur, ne peuvent manquer de le constater.

V.Lénine : «*X^{ème} congrès du PC(b)R* » (mars 1921)

La bourgeoisie naît de la production marchande ; dans les conditions de la production marchande, le paysan qui dispose de centaines de pouds de blé en excédent, dont il n'a pas besoin pour nourrir les siens et qu'il ne livre pas à crédit à l'Etat ouvrier pour secourir l'ouvrier affamé, mais en fait trafic, comment appeler cela ? N'est-ce pas la bourgeoisie ? N'est-ce pas ainsi qu'elle naît ?

V.Lénine : «*VIII^e congrès des Soviets de Russie*» (Décembre 1919)

Oui, en renversant les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, nous avons déblayé la voie au socialisme, mais nous n'en avons pas bâti l'édifice. Et, sur le terrain où une génération a fait place nette, on voit constamment paraître dans l'histoire des générations nouvelles, pourvu que la terre enfante, et elle enfante des bourgeois à profusion. Et ceux qui considèrent la victoire sur les capitalistes du point de vue des petits propriétaires : « ils ont empoché, maintenant c'est notre tour ! » donnent naissance à une nouvelle génération de bourgeois.

V. Lénine : « *Séance du Comité exécutif central de Russie* » (Avril 1918)

...le camarade Rykov, qui connaît très bien les faits dans le domaine de l'économie, nous a parlé de la nouvelle bourgeoisie qui existe chez nous. C'est la vérité. Elle ne naît pas seulement parmi nos fonctionnaires soviétiques (bien qu'elle puisse y apparaître aussi dans des proportions infimes), elle naît dans les milieux paysans et artisanaux, libérés du joug des banques capitalistes et actuellement coupés des transports ferroviaires. C'est un fait. De quelle façon voulez-vous donc l'éviter ? Ainsi, vous ne faites qu'entretenir vos illusions, ou bien introduire une brochure mal étudiée dans une réalité qui est beaucoup plus complexe. Elle nous montre que, même en Russie, l'économie marchande capitaliste vit, agit, se développe et engendre une bourgeoisie, comme dans n'importe quelle société capitaliste.

V. Lénine : « *VIIIème Congrès du PC(b)R* » (mars 1919)

Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les ouvriers privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés, et placés dans les meilleures conditions dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître tous, absolument tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois; et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons — peu à peu — de ce mal.

V. Lénine : « *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* » (Avril-mai 1920)

L'ouvrier n'a jamais été séparé de l'ancienne société par une muraille de Chine. Et il a conservé une bonne part de la psychologie traditionnelle de la société capitaliste. Les ouvriers construisent une société nouvelle, sans s'être transformés en hommes nouveaux, débarrassés de la boue du monde ancien ; ils sont encore jusqu'aux genoux plongés là-dedans. Le nettoyage de cette boue ne peut être encore qu'un rêve. Ce serait l'utopie la plus fallacieuse de penser qu'on peut le faire sur-le-champ. Ce serait une utopie qui ne ferait que renvoyer le règne du socialisme aux calendes grecques.

Non. ce n'est pas ainsi que nous entreprenons l'édification du socialisme. Nous sommes sur le terrain de la société capitaliste, en luttant contre toutes les faiblesses, tous les défauts qui existent chez les travailleurs également et qui tirent le prolétariat par en bas.

V. Lénine : « *Rapport au IIème congrès des syndicats de Russie* » (Janvier 1919)

Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement tous les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans

exception au gouvernement du pays; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir *gratuitement* les fonctions d'Etat par *tous* les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâches » dans la production : il est particulièrement difficile d'y arriver,

V. Lénine : « *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* » (Mars-avril 1918)

Nous n'avons nul besoin de membres du Parti pour la frime. Le seul parti gouvernemental, au -monde qui se préoccupe non pas d'augmenter le nombre de ses adhérents, mais d'élever leurs qualités, d'épurer le parti des « infiltrations », c'est notre parti, le parti de la classe ouvrière révolutionnaire. Nous avons procédé plus d'une fois à des enregistrements pour chasser du Parti les « éléments frauduleusement accointés », pour ne laisser au Parti que les gens conscients et sincèrement dévoués au communisme. Nous avons utilisé les mobilisations au front et les samedis communistes afin de débarrasser le Parti de ceux qui ne veulent que « profitera des avantages que confère la situation de membre du parti gouvernemental, qui ne veulent pas se donner la peine de travailler avec abnégation pour le communisme.

V.Lénine : « *L'Etat ouvrier et la semaine du Parti* » (Octobre 1919)

L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures du mouvement ouvrier, c'est un socialisme non prolétarien, mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes.

V.Lénine : « *II^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste* » (juillet-août 1920)

La bourgeoisie est vaincue chez nous, mais elle n'est pas encore entièrement extirpée, anéantie ni même tout à fait brisée. Aussi, une forme nouvelle, supérieure, de lutte contre la bourgeoisie s'inscrit à l'ordre du jour : il s'agit de passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue : créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau. Il est évident que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme.

V.Lénine : « *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* » (Mars-avril 1918)

Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploités, les propriétaires fonciers et les capitalistes, non seulement abolir leur propriété: il faut encore abolir toute propriété privée des moyens de production; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne, que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une œuvre de longue haleine.

V.Lénine : « *La Grande initiative* » (Juin 1919)

Les éléments « communistes » ne commencent que lorsque apparaissent les samedis communistes, c'est-à-dire le travail de certaines personnes au profit de la société à une large échelle, travail sans rémunération et dont les normes n'ont été instituées par aucun pouvoir, ni aucun Etat. Ce n'est pas l'aide au voisin qui a toujours existé à la campagne, mais un travail exécuté pour les besoins de la nation tout entière, organisé à une large échelle et sans

rémunération. Il serait donc plus juste d'appliquer le mot de « communiste », non seulement au nom du Parti, mais exclusivement aussi aux phénomènes économiques de notre vie qui réalisent véritablement le communisme. Si dans le régime actuel de la Russie il y a quelque chose de communiste, ce ne sont que les samedis communistes, le reste n'étant que la lutte contre le capitalisme pour consolider le socialisme, d'où devra naître après sa victoire totale ce communisme que nous observons dans les samedis communistes, non pas tiré des livres, mais dans la réalité vivante.

V.Lénine : « *Rapport sur les samedis communistes* » (Décembre 1919)

La révolution que nous avons commencée, que nous réalisons depuis deux ans déjà et que nous sommes fermement décidés à mener jusqu'au bout (applaudissements), cette révolution n'est possible et réalisable qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes, des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les possédants, de tous les propriétaires, de haut en bas, apparaisse une nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'Etat, dans toute l'édification de l'Etat, dans toute la direction de la vie nouvelle.

V.Lénine : « *Rapport au II^{ème} congrès des syndicats de Russie* » (janvier 1919)

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ».

K.Marx : « *Critique du programme de Gotha* » (avril-début mai 1875)

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

K. Marx et F. Engels : « *Manifeste du Parti communiste* » (Février 1848)

J'espère aussi que pour compléter les causeries et les cours, vous consacrerez un certain temps à lire au moins quelques-uns des principaux ouvrages de Marx et d'Engels. Je suis certain que dans la liste des livres recommandés et dans les manuels mis par votre bibliothèque à la disposition des étudiants de l'école d'administration et du Parti, — je suis certain, que vous trouverez ces principaux ouvrages; bien que, là encore les difficultés de comprendre l'exposé puissent au premier abord rebuter certains, je dois une fois de plus vous prévenir qu'il ne faut pas que cela vous trouble, que ce qui n'est pas clair après une première lecture le deviendra à la seconde lecture, ou lorsque vous aborderez la question d'un autre côté : je le répète, cette question est si compliquée et si embrouillée par les savants et les écrivains bourgeois que quiconque veut y réfléchir sérieusement et se l'assimiler par lui-même doit aborder à plusieurs reprises, y revenir encore et encore, la considérer sous ses différents aspects pour en acquérir une intelligence nette et sûre. Il vous sera d'autant plus facile d'y revenir que c'est une

question essentielle, à ce point capitale de toute la politique que vous vous y heurterez toujours, quotidiennement dans tout journal, à propos de tout problème économique ou politique; non seulement à une époque orageuse et révolutionnaire comme la nôtre mais aussi aux époques les plus calmes : qu'est-ce l'Etat, quelle est sa nature, quel est son rôle, quelle est l'attitude de notre parti, du parti qui lutte pour renverser le capitalisme, du Parti communiste, à l'égard de l'Etat.

V.Lénine : « *De l'Etat* » (Juillet 1919)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (1)

Suite à leur parution dans le « Renmin Ribao » et le « Hongqi », notre numéro 9 de 1975 a reproduit 33 citations sous le titre : «Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat». De nombreux lecteurs nous ont alors écrit pour nous demander de fournir des explications afin de faciliter leur étude. En raison de quoi, à partir du présent numéro, nous commençons une série d'articles, à titre de référence.

En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et: des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes.

« K. Marx à J. Weydemeyer » (5 mars 1852)

Q.: Quelles sont l'essence et la portée de ce qui précède?

R.: Il importe d'abord de souligner que ce propos de Marx constitue une synthèse magistrale de la théorie de la dictature du prolétariat. Il décrit l'ensemble de son évolution — formation, développement, disparition. Il en démontre l'inéluctabilité historique et les diverses missions dans l'histoire.

Lénine, dans *l'Etat et la révolution*, en fait un commentaire incisif : **« Dans ce texte, dit-il, Marx a réussi à exprimer, avec un relief saisissant, d'abord, ce qui distingue principalement et foncièrement sa doctrine de celle des penseurs éclairés et les plus pénétrants de la bourgeoisie et, ensuite, l'essence de sa doctrine de l'Etat. »**

Car, avant Marx, certains idéologues bourgeois avaient déjà admis l'existence des classes et de la lutte des classes. Par exemple Augustin Thierry, François Guizot, Auguste Mignet et plusieurs autres historiens bourgeois français avaient, en étudiant l'histoire européenne, compris que la révolution anglaise du XVIIe siècle et la révolution française du

XVIII^e siècle procédaient des luttes de classe par lesquelles la bourgeoisie s'opposait à la noblesse féodale. Dans leur analyse de la doctrine politico-économique capitaliste, les économistes classiques anglais — Adam Smith, David Ricardo et quelques autres — avaient mené des observations d'ordre économique sur les différentes classes. Ils en distinguaient trois : celles des propriétaires fonciers, des ouvriers et des capitalistes, selon eux, « classes fondamentales » de la société capitaliste, parmi lesquelles devait être réalisée la distribution de tout le produit social. On leur doit aussi d'avoir confirmé l'antagonisme entre salaire, profit et rente foncière.

Mais leurs explications reposaient sur une conception idéaliste de l'histoire. Ils ne pouvaient pas comprendre la cause économique fondamentale de la formation et de l'existence des classes qu'ils prétendaient, pour cette raison, « éternelles » et « immortelles ». Ils reconnaîtront la lutte opposant bourgeoisie et noblesse féodale, mais en déniaient au prolétariat l'obligation de son combat contre la bourgeoisie. Par conséquent, leur théorie est, par son essence, destinée à défendre la dictature de la bourgeoisie et le système capitaliste. (Cf. « Des idéologues bourgeois sur les classes et la lutte des classes », paru dans notre numéro 20, 1975)

Foncièrement différente est la doctrine de Marx sur la lutte de classes, ici entièrement conjuguée à celle de la dictature du prolétariat. Partant du point de vue du matérialisme historique, il énonce la loi objective régissant l'apparition, l'évolution et la disparition des classes. Il indique que la lutte de classe mène inmanquablement à la dictature du prolétariat, et qu'à travers celle-ci, on parviendra à abolir toutes les classes et à pénétrer dans la société communiste qui, elle, est société sans classes.

Un tel processus (abolition de toutes les classes) doit découler de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat et, à cette condition, conduire à « l'extinction » de l'Etat; c'est l'objectif que les marxistes entendent ainsi atteindre. Car, ainsi que Lénine l'écrit dans *l'Etat et la révolution*, **« ceux-là ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'une classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme. »**

Q.: Pourquoi Marx dit-il que « *l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production* » ?

R.: Les classes n'existent pas depuis toujours. Elles ne subsisteront pas éternellement. Les classes répondent dans leur existence à un phénomène historique. Leur apparition, leur évolution et leur disparition sont chaque fois déterminées par le niveau du développement de la production sociale.

C'est la raison pour laquelle elles ne pouvaient apparaître dans la longue société primitive, car le niveau extrêmement bas de la production y interdisait le recueil d'excédents. Or ils sont une condition nécessaire à l'appropriation individuelle de biens et à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils ne peuvent résulter que de la croissance ultérieure de la production. Ils engendrent le système de propriété privée des moyens de production et donnent lieu aux phénomènes de l'exploitation de l'homme par l'homme. D'où la formation des classes.

Si, à travers les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste, à des niveaux de développement différents ont pu correspondre des classes différentes, elles seront toujours conséquentes d'un développement des forces productives, jusqu'à un certain palier, qui ne pourra jamais correspondre à leur plein épanouissement : ce n'est que lorsque la production

aura atteint un haut degré d'expansion que les classes pourront perdre leur condition matérielle d'existence et disparaître.

Q. : Dans l'histoire, la lutte de classe que les esclaves ont menée contre les propriétaires d'esclaves n'a pas conduit à la dictature de la classe des esclaves, et la lutte de classe des paysans contre les propriétaires fonciers n'a pas non plus entraîné la dictature des paysans. Pourquoi celle du prolétariat contre la bourgeoisie doit alors nécessairement mener à la dictature du prolétariat ?

R. : Parce qu'un mode de production avancé doit inmanquablement remplacer un mode de production rétrograde, et un système social progressiste se substitue à un système social décadent. Ceci par l'effet de la loi qui régit l'évolution de l'histoire sociale, évolution dont la lutte des classes exploitées contre les classes réactionnaires dominantes constitue la force motrice.

Certes, les mouvements révolutionnaires de la classe des esclaves contre la domination de leurs propriétaires ne sont pas sans avoir possédé une importante signification historique, dans le renversement de l'esclavage. Mais la classe des esclaves n'a pu finalement conquérir la victoire, ni instaurer sa propre domination. C'est la dictature de la classe des propriétaires fonciers féodaux qui s'est substituée à la dictature des propriétaires d'esclaves. Car la classe des esclaves ne pouvait représenter ni le mode de production avancé ni le système social progressiste, dorénavant incarnés par la classe montante des propriétaires fonciers.

Semblablement, si la paysannerie a formé la force principale dans le renversement de la domination réactionnaire des propriétaires fonciers, elle n'a pourtant représenté aucun mode de production avancé ni aucun système social progressiste, et, à terme, les paysans n'ont pu obtenir la victoire. Ils ne le pourront que sous la direction de la bourgeoisie (révolution démocratique), ou sous celle du prolétariat (révolution de démocratie nouvelle). Dans un cas, ce combat aboutira à la dictature de la bourgeoisie, dans l'autre, à celle du prolétariat.

Le prolétariat est différent de la classe des esclaves et de la classe des paysans, car s'il est classe exploitée et opprimée, il est surtout représentant d'un mode de production et d'un système social avancés : ceux du socialisme. Il incarne les intérêts fondamentaux des masses travailleuses, son rôle dans l'histoire est de conduire l'organisation sociale au communisme. La révolution socialiste et communiste qu'il mène alors est seule capable de résoudre la contradiction — insurmontable en société capitaliste — entre forces productives (la grande production hautement socialisée) et rapports de production (le système de propriété capitaliste). Dirigé par le parti marxiste dans la lutte qu'il oppose à la bourgeoisie, il est la seule classe suffisamment avancée pour unir les masses populaires, et renverser, par la violence révolutionnaire, la domination de la bourgeoisie ; il est également la seule classe à même d'instaurer sa propre domination, de substituer sa dictature à celle de la bourgeoisie, et de substituer au système capitaliste le système socialiste. Il s'agit là d'une tendance inéluctable de l'évolution historique, d'une loi objective irrésistible.

Q. : Pourquoi la dictature du prolétariat « **ne représente que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes** » ?

R. : On peut répondre, en d'autres termes, que l'instauration de la dictature du prolétariat ne signifie nullement la fin de la lutte de classe, mais sa continuation dans une situation nouvelle. En effet, la mission historique incombant à la dictature du prolétariat est « **l'abolition de toutes les classes** », pour parvenir à une société où elles n'existent plus : la société communiste.

Antérieurement, toutes les révolutions n'ont eu pour objectif politique que l'établissement de la dictature d'une classe déterminée. Or, sur ce point la révolution prolétarienne diffère totalement. En effet, après avoir pris le pouvoir et établi sa dictature, le prolétariat doit poursuivre la lutte contre la bourgeoisie, une bourgeoisie qui, durant toute la période historique du socialisme, existe encore, comme continue d'exister le terrain propice à sa formation. Et c'est pourquoi le retour au capitalisme est toujours possible.

Le prolétariat ne pourra donc remplir la grande mission historique qui lui revient que par le maintien d'une dictature intégrale sur la bourgeoisie, en menant ainsi, jusqu'à son terme, le long procès d'une révolution continue qui doit aboutir à « l'abolition de toutes les classes ».

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

K. Marx: « *Critique du programme de Gotha* » (Avril-début mai 1875)

Q. : Pourquoi, contrairement à toutes les révolutions sociales antérieures, la révolution prolétarienne doit nécessairement se poursuivre par une période de transition politique, alors que la domination de la bourgeoisie a été renversée? S'agit-il de la période historique du socialisme proprement dite ?

R. : Oui ! Marx désigne ici, précisément, la période socialiste elle-même, c'est-à-dire la phase inférieure la société communiste. Ce sont les traits propres à la révolution prolétarienne, et ses missions historiques qui déterminent la nécessité de passer par une telle période. Cette révolution diffère de toutes celles antérieures, parce que, sans exception aucune, elles, substituaient un système de propriété privée à un autre système de propriété privée. Le nouveau mode de production était déjà constitué et développé au sein de l'ancienne société avant que ne soit déclenchée la révolution. Et c'est la raison pour laquelle atteindre son objectif ne lui imposait pas de période transitoire, même si des luttes répétées demeuraient quelquefois nécessaires.

Or, la révolution communiste du prolétariat a pour tâche d'éliminer le système de propriété privée, de lui substituer celui de propriété publique socialiste, d'abolir définitivement les classes et l'exploitation de classe. Mais l'économie de la propriété publique socialiste ne peut se former dans l'ancienne société. En outre, l'abolition définitive des classes constitue une tâche encore plus longue que la constitution de cette nouvelle formation économique.

Ainsi, la prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas la fin de la révolution, mais son nouveau point de départ. L'élimination du système de propriété privée, l'abolition de toutes les classes, la fin de l'exploitation de classe et des différences entre ces classes, la suppression des diverses survivances — économiques, morales, spirituelles et autres — léguées par l'ancienne société et basées sur la propriété privée, et la préparation des conditions matérielles et spirituelles requises pour le communisme, impliquent que soit procédé à toute une série de transformations radicales sur les plans politique, économique, idéologique et culturel, et que

soient menées des luttes de classe d'un acharnement, et d'une complexité sans équivalent dans l'histoire.

Tout cela requiert une transition révolutionnaire.

Or — Lénine l'indique clairement dans *L'Etat et la révolution* — le choix entre l'acceptation et le refus de cette obligation constitue la pierre de touche par laquelle on distingue le socialisme scientifique du socialisme utopique, et le marxisme de l'opportunisme. C'est en déformant la théorie de Marx sur la période de transition que les révisionnistes soviétiques ont prétendu la résumer à la courte période allant du capitalisme à la Première phase du communisme (le socialisme) : une autre façon pour eux de nier l'existence des classes et de la lutte de classe en société socialiste, de liquider la dictature du prolétariat et de vanter leur thèse aberrante d'«Etat du peuple tout entier».

A la veille de la libération de notre pays, le président Mao a nettement précisé : **« La conquête de la victoire dans tout le pays n'est que le premier pas d'une longue marche de dix mille lis. »** (« Rapport à la deuxième session plénière du Comité central issu du VIIe congrès du Parti communiste chinois ») Puis, cette victoire acquise, il a encore souligné le fait que : **« La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe. »** Ainsi formulée pour notre parti, la ligne fondamentale pour toute la période historique du socialisme et les directives du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, nous montrent l'orientation qui doit être suivie dans notre marche en avant.

Q. : Que faut-il entendre par période de transition politique ? Pourquoi, dans cette période, l'Etat ne peut-il être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ?

R. : La période de transition politique est principalement celle qui s'étend du renversement d'un Etat dominé par la bourgeoisie jusqu'à l'« extinction » complète de l'Etat. Mais parvenir à cette disparition impose un Etat. Elle l'impose donc au cours de cette période de transition. Et cet Etat ne saurait être autre chose que celui de la dictature du prolétariat, car cette période **« est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité »**. (Lénine : *L'Etat et la révolution*) Non seulement les classes exploiteuses abattues rêvent constamment de retour au pouvoir, mais encore dans la société socialiste existe, inévitablement, le droit bourgeois existant les « stigmates » de l'ancienne société, existe le terrain générateur de nouveaux éléments bourgeois et du capitalisme. Ceci impose au prolétariat la nécessité de maintenir intégrale sa dictature sur la bourgeoisie. Il ne pourra en triompher que par une lutte de classe, longue et acharnée, en créant l'une après l'autre les conditions requises pour que cette bourgeoisie ne puisse ni exister ni se reformer à nouveau, en accomplissant le passage de la société capitaliste à la société communiste, et en réalisant l'extinction de l'Etat.

Exercer sans faiblesse la dictature du prolétariat ou s'opposer à cette dictature, a toujours constitué le point clé du combat marxiste contre l'opportunisme, contre le révisionnisme.

Aucun opportuniste ne s'épargnera d'effort pour en dénaturer et en détruire l'essence, pour en nier la nécessité. Que ce soient Lassalle et son « Etat libre », Kautsky et sa « voie parlementaire » ou la clique renégate révisionniste soviétique avec ses « thèses » de l'« Etat du peuple tout entier », que ce soient Liou Chao-chi et Lin Piao prêchant que « la lutte de classe s'est éteinte », et que « ceux qui recourent à la vertu vaincront, ceux qui recourent à la

violence échoueront ! », toutes ces diverses « théories » n'auront eu qu'un objet : sauvegarder et restaurer le capitalisme, s'opposer à l'instauration et à la consolidation de la dictature du prolétariat.

Plus les révisionnistes la combattent, plus est nécessaire son exercice total sur la bourgeoisie, pendant toute la période historique du socialisme. Nécessaire comme quelque chose dont on ne peut se passer. Ne fût-ce qu'un instant. Nécessaire comme la nourriture et le vêtement. (Cf. « La mission historique de la dictature du prolétariat », paru dans notre n° 11, 1975)

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (2)

Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales.

K. Marx: « *Les luttes de classes en France (1848-1850)* »
(Janvier-1^{er} novembre 1850)

Q. : Quel est le sens profond qui se dégage de ce passage?

R.: Marx souligne ici qu'un trait saillant du socialisme scientifique est son insistance sur la nécessité de poursuivre en permanence la révolution et de ne pas s'écarter de la dictature du prolétariat. Il formule concrètement l'ensemble des tâches qui découlent de cette dictature, et qui représentent en fait tout ce que comporte la déclaration permanente de la révolution à l'époque du socialisme: les trois «suppressions» plus un «bouleversement». En d'autres termes, tout au long de la période historique du socialisme, au niveau de la base économique comme dans la superstructure, le prolétariat doit indéfectiblement exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie, comme il doit s'atteler à la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat, jusqu'à la suppression complète des différences de classe et du terrain générateur de telles différences, jusqu'à la société communiste.

Q.: Comment comprendre cette phrase de Marx: «**Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat**» ?

R.: Par ces mots, Marx fait ressortir toute la différence entre le socialisme scientifique, dont il est le fondateur, et le socialisme bourgeois et petit-bourgeois. Pendant la révolution française de février 1848, divers courants socialistes bourgeois et petits-bourgeois apparurent. Ils prétendaient que l'émancipation du prolétariat ne s'acquiert pas par des moyens

révolutionnaires, ni — il en était encore moins question—par les luttes prolongées d'une révolution permanente, car ils s'imaginaient pouvoir, par des méthodes réformistes, réaliser pacifiquement leur socialisme dans le cadre d'un seul mouvement. Rêve chimérique en vérité, et idéalisation de la société bourgeoise — selon la remarque cinglante de Marx. Il soulignait de même que la différence fondamentale d'avec le socialisme scientifique du prolétariat vient de ce que celui-ci **«est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat»**. Il nous indiquait ainsi la juste orientation à suivre vers le socialisme.

Q.: Pourquoi la dictature du prolétariat est-elle le point de transition nécessaire aux «suppressions» et au «bouleversement» en question?

R. : Le but final et la tâche historique du prolétariat sont d'**«arriver à la suppression des différences de classes en général»**, pour que toute l'humanité puisse accéder à la société sans classe, et réaliser le communisme. Supprimer les différences de classe **«en général»** signifie que l'on ne doit pas se borner à supprimer telle ou telle partie de ces différences, ni à en supprimer une partie plus ou moins grande, mais qu'il faut les supprimer **«en général»** — c'est-à-dire dans leur totalité. Qu'il faut éliminer la différence entre classes exploiteuses et classes exploitées. Et aussi les différences de classe entre ouvriers et paysans, de même que celles — legs de la vieille société et reflet des différences de classe elles-mêmes — qui opposent villes et campagne, travail manuel et travail intellectuel.

On n'y parviendra pas à travers une révolution unique menée sur un front particulier; non, cette tâche ne pourra s'accomplir que pas à pas, par une révolution poursuivie en permanence sur tous les fronts.

La suppression de toutes les différences de classe implique l'élimination de tous les rapports de production qui les engendrent. Ceux-ci comprennent trois éléments : la forme de propriété des moyens de production, la position et les relations réciproques des personnes engagées dans la production, et la répartition des produits. Or, la propriété des moyens de production joue là le rôle décisif. Cependant, cette position et ces relations réciproques dans la production, et la forme de la répartition peuvent exercer leur rétroaction sur le régime de propriété et — dans des conditions données — avoir un rôle déterminant. Par conséquent, le prolétariat doit non seulement abolir tout système de propriété privée des moyens de production, mais encore préparer les conditions pour passer ultérieurement du système de la propriété collective à celui de la propriété du peuple entier afin que l'ensemble des moyens de production soit propriété de la société tout entière; et il lui faudra transformer non seulement la forme de la propriété, mais aussi tous les rapports inégaux existant dans le cadre de la position et des relations réciproques des personnes engagées dans la production ainsi que les rapports inégaux existant dans le domaine de la répartition; car tout vestige des anciens rapports de production est une base matérielle qui engendre des différences de classe.

Pour éliminer toutes les différences de classe, il faut donc encore réaliser **«la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production»**. Ces relations sociales, ce sont les relations réciproques nouées entre les différentes personnes au cours de leurs activités sociales. Elles comprennent les relations économiques (c'est-à-dire les rapports de production) qui sont les plus importantes et qui jouent un rôle déterminant. Elles incluent en outre les relations dans les domaines politique, idéologique, culturel, etc. Et toutes coïncident avec des rapports de production donnés et ont un contenu de classe spécifique. Que le système social change, et leur contenu changera également. C'est pourquoi si nous voulons supprimer toutes les différences de classe, il nous faut non seulement supprimer tous les rapports de production qui les engendrent, mais aussi abolir toutes les relations sociales qui correspondent à de tels rapports de production, les

relations sociales dans les domaines politique, idéologique, culturel, pouvant en effet agir en retour sur les rapports de production. Dans des conditions données, elles peuvent même avoir un rôle primordial et décisif. Si on ne supprime pas toutes ces anciennes relations sociales, il sera impossible de consolider et de développer convenablement les rapports de production nouveaux, socialistes. A terme, ceux-ci se dégradant sous l'effet de ces anciennes relations sociales, les anciens rapports de production seraient même restaurés.

La suppression de toutes les différences de classe implique de plus le **«bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales»**. Les idées — c'est-à-dire la conscience sociale — sont le reflet de l'être social. Des idées données sont toujours le produit de relations sociales données et servent ces relations; c'est pourquoi il faut nécessairement que la transformation de toutes les idées périmées — y compris l'idéologie, la culture, les us et coutumes d'autrefois — soit tenue pour tâche importante de la dictature du prolétariat. Si l'on ne faisait pas table rase des diverses idées non prolétariennes, il serait impossible d'obtenir la victoire finale du communisme, et il se pourrait même, dans le pire des cas, que se produise une grande régression historique. Car l'existence de l'influence des idées bourgeoises est l'origine idéologique d'où naissent les nouveaux éléments bourgeois et le capitalisme. Quand la clique antiparti de Lin Piao vantait bruyamment la doctrine de Confucius et de Mencius, et qu'elle s'acharnait à écouler sa camelote révisionniste, elle essayait précisément de faire rétrograder l'histoire vers une restauration du capitalisme. C'est pourquoi le président Mao nous indique que **«le prolétariat doit exercer, dans tous les domaines, sa dictature sur la bourgeoisie au niveau de la superstructure, y compris les divers secteurs de la culture.»** (Cf. «Le socialisme, c'est la dictature —de classe du prolétariat», paru dans notre n° 15, 1975)

En détruisant les conditions existantes d'oppression par la remise de tous les moyens de travail au producteur, et en obligeant de cette manière chaque individu physiquement susceptible de le faire à travailler pour subvenir à son existence, nous supprimons l'unique base de la domination et de l'oppression de classe. Mais avant qu'un tel changement puisse être effectué, une dictature du prolétariat devient nécessaire, dont la première condition est une armée prolétarienne.

K. Marx: *«Discours prononcé à l'occasion du 7^e anniversaire de l'Internationale»* (Septembre 1871)

Q. : Pourquoi est-ce par la remise de tous les moyens de travail au producteur que l'on détruit l'oppression de classe ? Et pourquoi avant qu'un tel changement puisse être effectué, une dictature du prolétariat devient-elle nécessaire ?

R.: L'exploitation et l'oppression de classe sont fondées sur la propriété privée des moyens de production. Dans l'ancienne société, tout — terres, outils et autres biens de production — était aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes dont le prolétariat, et le peuple travailleur en général, pauvres et ne possédant rien ou presque rien, étaient obligés de subir l'exploitation et l'oppression. Ils s'ensuivait que les travailleurs gagnaient très peu, ou même ne gagnaient rien du tout, tandis que les exploitateurs tiraient des bénéfices sans travailler. Pour en finir avec cet état de choses inique, nous devons transformer le système de propriété et remettre les moyens de production au prolétariat et à tous les travailleurs. Or ce n'est pas

chose facile: la propriété des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie est protégée par le pouvoir de ces mêmes classes. Il est déraisonnable, direz-vous, que les propriétaires fonciers et les capitalistes accaparent les terres et les usines, et ils devraient les restituer à qui de droit. Mais ces gens-là font la sourde oreille. Car il est impossible qu'une économie à propriété publique des moyens de production — fondamentalement à l'opposé de la propriété privée des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie — prenne naissance à l'intérieur de la vieille société. Par conséquent, si nous voulons transformer le système de la propriété des moyens de production, il faut renverser la dictature des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie par la violence révolutionnaire, et exercer la dictature du prolétariat. N'est-ce pas ainsi que le peuple révolutionnaire et l'Armée populaire de libération ont exproprié les terres que possédaient, dans l'ancienne Chine, le capital bureaucratique et les propriétaires fonciers, et les ont remises entre les mains du peuple travailleur après avoir, sous la direction du Parti communiste chinois, vaincu Tchiang Kaï-chek et établi le pouvoir populaire ?

Q.: Que veut-on dire par «**une dictature du prolétariat [...] dont la première condition est une armée prolétarienne**» ?

R.: Cette formulation renferme une idée très importante que nous devons nous attacher à pénétrer plus particulièrement, en étudiant la citation en question. Elle explicite parfaitement la position de l'armée prolétarienne dans la dictature du prolétariat, souligne la très grande importance qu'il y a, pour le prolétariat, à avoir en main son armement révolutionnaire pour instaurer les rapports de production de propriété publique et pour éliminer l'exploitation de classe.

Ici, nous devons noter que Marx a dit «**première condition**» et non pas condition secondaire, ou sans importance. Car l'armée est le principal instrument de la force du pouvoir d'Etat. La principale composante de l'appareil d'Etat des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie est leur armée réactionnaire. Pour s'émanciper, le prolétariat doit briser l'ancienne machine d'Etat, et il doit avant tout détruire l'armée des classes réactionnaires. Or, pour anéantir cet armement réactionnaire, pour s'emparer du pouvoir, un armement révolutionnaire est nécessaire, le prolétariat doit avoir sa propre armée: telle est la condition première et indispensable à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Condition première avant la prise du pouvoir, l'armée prolétarienne reste et demeure telle après la prise du pouvoir. Après l'instauration de la dictature du prolétariat, il faut toujours entretenir une puissante armée prolétarienne pour réprimer la résistance des ennemis de l'intérieur, pour se mettre à l'abri de la subversion et de l'agression par l'ennemi de l'extérieur, et pour défendre la révolution et l'édification socialistes. Le président Mao a écrit : «**Du point de vue de la doctrine marxiste sur l'Etat, l'armée est la partie constitutive principale du pouvoir d'Etat. Celui qui veut s'emparer du pouvoir d'Etat et le conserver doit posséder une forte armée.**» («Problèmes de la guerre et de la stratégie»)

Nous devons encore noter que Marx disait «**une armée prolétarienne**» et non une quelconque armée. Autrement dit, pour être à même d'accomplir la tâche de combat, ardue et complexe, fixée par la dictature du prolétariat, elle doit maintenir et conserver sa nature prolétarienne. L'Armée populaire de libération de Chine est une armée prolétarienne, de type nouveau, fondée, dirigée et commandée personnellement par le président Mao, le grand guide de notre peuple; placée sous la direction absolue du Parti, elle est une armée populaire qui applique rigoureusement la ligne révolutionnaire du président Mao, exécutant les missions d'une force de combat, de travail et de production. «**Se tenir fermement aux côtés du peuple chinois, servir de tout cœur le peuple chinois, tel est l'unique dessein de cette armée.**» (Mao Tsétoung: «Du gouvernement de coalition») Cette nature prolétarienne de l'Armée

populaire de libération de Chine est le garant qu'elle est et sera toujours le pilier de la dictature du prolétariat. Pour renverser celle-ci, les arrivistes et conspirateurs du genre de Lin Piao ont cherché constamment et par tous les moyens à affaiblir la direction du Parti sur l'armée, à appliquer une ligne militaire bourgeoise, et à altérer la nature prolétarienne de notre armée. Mais tous leurs complots ont lamentablement échoué.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

K. Marx et F. Engels: «*Manifeste du Parti communiste*» (Février 1848)

Q. : Qu'entend-on par «régime traditionnel de propriété»?

R. : Le «**régime traditionnel de propriété**» désigne les rapports de production de propriété privée. En effet, au cours de l'histoire du développement de la société humaine, si depuis des millénaires, après la désagrégation de la société primitive et l'apparition de la société de classes, un système social a continuellement été remplacé par un autre — de la société esclavagiste à la société féodale et à la société capitaliste — et que le mode de production ait sans cesse évolué, la propriété privée est néanmoins restée inchangée. Toutes les révolutions qui se sont produites jusqu'ici — qu'il s'agisse de substituer le régime féodal à l'esclavagisme ou de substituer le capitalisme au régime féodal — consistaient à remplacer un système de propriété privée par un autre. Aussi disons-nous que le système de la propriété privée est un régime traditionnel de propriété.

Q. : Pourquoi la révolution communiste est-elle la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ?

R. : Une fois le développement social parvenu au stade du capitalisme, l'essor de la grande industrie manufacturière a abouti à la grande production socialisée qui, vis-à-vis de la propriété privée des moyens de production, constitue une contradiction insurmontable. Cet état de choses fait que la révolution communiste doit abolir radicalement la propriété privée et transformer les moyens de production en propriété de la société tout entière. Ainsi seulement pourra-t-on adapter les rapports de production aux exigences du développement des forces productives.

La suppression de la propriété privée va exactement dans le même sens que la suppression des classes. La révolution communiste est la révolution la plus profonde et la plus radicale de l'histoire humaine. Elle a pour objectif de supprimer une fois pour toutes l'exploitation et l'oppression de classe, de supprimer toutes les classes et toutes les différences de classe, et d'édifier la société communiste sans classe. Or la propriété privée constitue la source économique dont découlent exploitation et oppression de classe; elle est la base même de l'existence de tout régime exploiteur. Après avoir pris le pouvoir, le prolétariat doit déposséder les propriétaires fonciers et la bourgeoisie de leurs moyens de production, liquider la propriété privée — féodale ou capitaliste — des moyens de production. Il doit en outre transformer graduellement la petite production. c'est-à-dire la petite économie privée; sinon, celle-ci entrera en contradiction avec la grande production industrielle socialiste et entravera son développement. Par ailleurs, tant que cette petite économie privée subsistera, elle rendra à

chaque instant possible la polarisation de classes, et engendrera à nouveau des classes, l'exploitation de classe, et le capitalisme.

Par conséquent, la révolution communiste signifie la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété, et doit liquider la propriété privée.

Q. : Qu'entend-on par idées traditionnelles ?

R. : Les «**idées traditionnelles**» désignent toutes les vieilles idées ayant cours dans les relations sociales en société à propriété privée. Elles englobent idées, culture, usages et coutumes d'autrefois. Elles comprennent les idées pourries des classes exploiteuses des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, ainsi que les idées étroites de propriété privée des petits producteurs. Sans cesse complétée et affinée pendant des millénaires par les classes exploiteuses, la doctrine de Confucius et de Mencius constitue un fatras d'idées traditionnelles qui a intensément et abondamment déversé ses relents empoisonnés; elle a été la base spirituelle de la domination exercée par les classes réactionnaires dans l'histoire de notre pays.

Q. : Pourquoi la révolution communiste rompt-elle de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles? Et en quoi cela concerne-t-il la suppression complète de la propriété privée?

R. : L'idéologie appartient à la superstructure, elle naît d'une base économique donnée et sert en retour cette base économique. Le président Mao a souligné: «**Tout en reconnaissant que dans le cours général du développement historique le matériel détermine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons reconnaître l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique** » (*De la contradiction*) Toutes les vieilles idées reflétant le régime de propriété privée sont des armes idéologiques servant à préserver la propriété privée. Les idées traditionnelles qui se sont formées pendant plusieurs milliers d'années sur la base de la propriété privée sont fortement enracinées, elles ne sauraient disparaître d'emblée avec l'abolition de la propriété privée. Elles continueront d'exister pendant longtemps encore, après l'instauration du système socialiste de propriété publique, poursuivant leur action corrosive sur l'esprit des hommes, entravant et minant la consolidation et le développement du système socialiste de propriété publique. Si l'on ne les combattait pas pour les éliminer progressivement, et si on les laissait se répandre librement, on courrait à tout moment le risque de s'acheminer vers une restauration du système capitaliste de propriété privée. Par conséquent, il ne suffit pas que la révolution, communiste du prolétariat rompe avec le régime traditionnel de propriété, elle doit encore- rompre de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles. Ces deux ruptures radicales sont interdépendantes — l'une ne pouvant aller sans l'autre. Et, pour les accomplir, il faut persister dans la dictature du prolétariat.

Vingt-six années se sont écoulées depuis la libération du pays, au cours desquelles, après avoir passé par la transformation socialiste dans le domaine du système de propriété, le prolétariat et l'ensemble du peuple travailleur se sont fondamentalement affranchis des chaînes de la propriété privée, et la base économique du socialisme s'est progressivement consolidée et développée. Mais nous devons savoir que les problèmes ne sont toujours pas complètement résolus dans le domaine de la propriété, et que la transformation socialiste du système de propriété demandera encore un temps assez long pour être achevée dans les secteurs où elle n'a pas encore été menée à son terme. Les survivances de l'ancienne société qui subsistent dans les relations entre personnes et dans le domaine de la répartition exerceront encore leur rétroaction sur le système de propriété. Sur le front économique une lutte sérieuse se poursuit toujours entre les deux classes et entre les deux voies. Et plus long et

plus profond encore sera, dans le domaine idéologique, le combat qui décidera de qui — prolétariat ou bourgeoisie — l'emportera. Dans notre pays, l'influence des idées des classes exploiteuses qui se sont transmises au cours de milliers d'années est très profonde, celle des idées petites-bourgeoises est pareille à un vaste océan, et les ennemis de classe renversés ont invariablement recours à la vieille idéologie et aux idées traditionnelles pour attaquer le prolétariat. Aussi devons-nous mener indéfectiblement, dans les deux domaines — base économique et superstructure — une révolution continue, et exercer d'une façon conséquente une dictature intégrale sur la bourgeoisie.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (3)

Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme.

V. Lénine: « *L'Etat et la révolution* » (Août-septembre 1917)

Q. : Ceux qui reconnaissent uniquement le concept de la lutte de classe ne sont pas pour autant marxistes, nous dit Lénine, ils n'ont pas encore totalement échappé au cadre de la pensée et de la politique bourgeoises. Pourquoi ?

R. : Parce que la bourgeoisie aussi, dans des conditions déterminées, peut reconnaître le concept de la lutte de classe. Antérieurement à Marx, certains de ses idéologues avaient philosophé sur cette question. Ainsi, fin XIII^{ème} - début XIX^{ème} siècle, ces penseurs de la bourgeoisie montante européenne, qui, poussés par la volonté de jeter à bas la domination dictatoriale féodale — pour lui substituer celle de leur propre classe —, présentaient la lutte de la bourgeoisie contre l'aristocratie féodale comme la «force motrice de l'histoire européenne». Des historiens bourgeois français iront jusqu'à considérer la lutte de classe comme le concept clé pour expliquer toute l'histoire de France.

Ce faisant, tous répondaient néanmoins entièrement aux besoins de la bourgeoisie du temps. D'ailleurs, lorsque l'histoire aura accédé à une étape où la lutte pourra briser le cercle des intérêts de la bourgeoisie, ils ne tarderont pas à faire volte-face et à dénier qu'existent les classes et la lutte de classe. En aucun cas ils n'admettront que celle-ci mène nécessairement à la dictature du prolétariat.

Les opportunistes tronquent et déforment à dessein le marxisme, en cherchant à le limiter « **à la doctrine de la lutte des classes** » et à le « **réduire à ce qui est acceptable**

pour la bourgeoisie ». C'est ce sur quoi Lénine insiste. Ils sont des agents de la bourgeoisie dissimulés dans les rangs des révolutionnaires prolétariens. Lorsque la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie s'amplifie jusqu'à devenir courant historique irrésistible, et que le marxisme est fait arme de combat aux mains du prolétariat, les opportunistes tentent de contenir cette tempête dans un cadre de mesures acceptables par la bourgeoisie; ils répondent ainsi aux besoins de la domination de cette bourgeoisie. Ils s'opposent à ce que le prolétariat prenne le pouvoir. Ils sont contre l'établissement de sa dictature. Ils soutiennent les réformes non violentes, peu signifiantes. Ils se prononcent pour une lutte parlementaire, une lutte économique, des grèves et des manifestations, qui ne risquent pas de remettre en cause le système capitaliste. C'est-à-dire pour un type d'action en général « **acceptable pour la bourgeoisie** ». Voilà pourquoi l'opportunisme est le danger principal pour la révolution prolétarienne.

Q. : Pourquoi «celui-là seul est marxiste, qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à celle de la dictature du prolétariat» ? Comment comprendre que le choix entre l'acceptation et le refus de reconnaître cette dictature soit la pierre de touche par laquelle distinguer le vrai marxisme du faux ?

R. : Le marxisme ne fait pas que reconnaître le phénomène de lutte de classe : il en lie étroitement le concept à celui de dictature du prolétariat. Parlant de lutte de classe avant la prise du pouvoir, les marxistes veulent expliquer que le prolétariat doit inéluctablement et nécessairement arracher ce pouvoir par la force des armes, qu'il doit briser l'ancien appareil d'Etat et instaurer sa dictature ; et quand ils en parlent au delà de la conquête du pouvoir, c'est pour renforcer et consolider cette dictature, pour mener jusqu'à son terme la révolution socialiste, pour faire définitivement disparaître les classes, et pour que soit accomplie la transition vers le communisme.

C'est pourquoi un véritable marxiste doit à la fois reconnaître la lutte de classe et la dictature du prolétariat.

Or, lorsqu'ils l'évoquent, les opportunistes ont privé de toute signification la lutte de classe antérieure au pouvoir prolétarien. Parce qu'ils s'opposent à la révolution violente. Parce qu'ils sont contre l'établissement de la dictature du prolétariat. Et lorsque le prolétariat détient le pouvoir, ils nient qu'existent les classes et la lutte de classe pendant la période historique du socialisme. Ce qui est ainsi refuser l'obligation de maintenir la dictature du prolétariat pendant toute cette période.

Tels sont Bernstein, Kautsky, Khrouchtchev, Brejnev, tels sont Liou Chao-chi et Lin Piao. De la dictature du prolétariat, le renégat Kautsky a prétendu, à l'époque de la II^e Internationale, qu'elle était un « terme » laissé échapper par Marx, et qu'il ne signifiait pas grand-chose — alors que ses propres thèses s'appelaient « démocratie pure », « démocratie générale »; et l'opportuniste Trotski, à l'époque de la III^e Internationale, l'attaquait aussi en la présentant comme un « système bureaucratique de strangulation et de terreur administrative ». Semblablement, Khrouchtchev, Brejnev et leur clique renégate révisionniste allaient tenter l'impossible pour nier qu'existent les classes et la lutte de classe pendant la période de transition, tout en avançant leur aberration d'« Etat du peuple tout entier ».

Quant à Lin Piao, ce traître à la nation et au Parti, il lancera de violentes attaques contre une dictature du prolétariat, la qualifiant de « tyrannie » et de « hachoir ». Les révisionnistes modernes se voient cependant contraints de se poser en partisans de la dictature du prolétariat en raison du triomphe de la théorie marxiste. Mais c'est alors pour s'y opposer dans les faits. Ainsi la clique renégate Khrouchtchev-Brejnev. Elle a bien conservé toutes les

appellations: Soviets, Parti de Lénine, Républiques socialistes, mais en vidant la dictature du prolétariat de tout contenu réel; en la transformant en dictature de la bourgeoisie monopoliste.

Que le peuple soviétique se dresse contre cette dictature du fascisme, et elle déploie aussitôt la bannière de la «dictature du prolétariat» pour le réprimer. Même chose pour Lin Piao. «Ne jamais oublier la dictature du prolétariat», criait-il. Ce qui signifiait dans son esprit «ne jamais oublier de la renverser». Voilà ce qui rend nécessaire d'user de cette pierre de touche — la dictature du prolétariat — pour distinguer le vrai marxisme du faux. Lorsqu'on veut savoir si quelqu'un est ou n'est pas marxiste authentique, il suffit d'observer s'il reconnaît ou ne reconnaît pas la dictature du prolétariat, s'il la défend ou la combat dans la pratique : sur elle est centrée la divergence essentielle entre marxisme et révisionnisme.

Telle est la raison pour laquelle l'importante directive du président Mao sur la théorie de la dictature du prolétariat souligne au trait rouge que **«cette question doit être bien comprise. Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme»**. (Cf. «La pierre de touche pour distinguer le vrai marxisme du faux», paru dans notre n° 20, 1975)

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (4)

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie dont la résistance est *décuplée* du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible.

V. Lénine : «*La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*»
(Avril-mai 1920)

Q. : Comment saisir les principaux éléments de cette citation ?

R. : Lénine met ici l'accent sur la violence de la résistance de la bourgeoisie, sur son amplitude, sur les liaisons dont elle profite à l'extérieur et à l'intérieur (notamment en raison de l'existence de la petite production), pour démontrer qu'il est obligatoire que s'exerce la dictature du prolétariat — lutte prolongée, lutte à mort, contre la bourgeoisie.

Q. : La « puissance » de la bourgeoisie vaincue réside dans la solidité de ses liaisons avec l'impérialisme, le social-impérialisme et toute la réaction internationale. Mais pourquoi cette « puissance » est-elle aussi renforcée par l'existence de la petite production ? Qu'est-ce qu'il veut dire ?

R. : Lénine a dit ceci : «**Malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production: or, la petite production *engendre* le capitalisme et la**

bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions.» C'est clairement souligner les liens entre l'existence de la petite production et celle de la bourgeoisie. La première forme une base sociale — très vaste et profondément enracinée — et c'est sur cette base que s'élève la seconde ; elle est en outre un terrain très propice au retour du capitalisme : si, sous la dictature du prolétariat, on ne la transforme pas en grande production socialiste, le capitalisme pourra être restauré. Le prolétariat doit donc entreprendre une succession de luttes prolongées pour éduquer et transformer les petits producteurs. Il a cette obligation s'il veut consolider et faire progresser le système socialiste, s'il veut définitivement triompher de la bourgeoisie.

Q. : Mais qu'est-ce que c'est la petite production ? Quels en sont les traits spécifiques ?

R. : Elle est l'exploitation individuelle du paysan et de l'artisan isolés. Elle repose sur la propriété privée de leurs moyens de production et sur leur travail individuel (y compris les membres de leurs familles). Elle est caractérisée par une production de faible amplitude et de médiocre rendement. En raison du peu de marchandises qu'elle est susceptible de produire, on l'appelle aussi la petite production marchande.

En général propriétaires et travailleurs tout à la fois, les petits producteurs appartiennent à la petite bourgeoisie. En tant que classe transitoire, ils se trouvent constamment engagés dans un processus de polarisation. Dans le mouvement concurrentiel, en raison de leurs médiocres conditions de production, de l'arriération de leur technologie, de la faiblesse de leurs moyens financiers, la plupart d'entre eux sont condamnés à la faillite — et au-delà, à la prolétarianisation. Mais une petite minorité — avec de bonnes conditions de production, une compétence élevée, et des fonds suffisants — parvient à développer sa production. Et cette expansion grandissante la pousse à embaucher, et à graduellement se hisser au niveau de la production capitaliste, principalement basée sur l'exploitation de la plus-value créée par les ouvriers. Ainsi, cette minorité de petits producteurs entre dans le rang des capitalistes.

C'est pourquoi la petite production est l'antécédent historique de la production capitaliste. Elle forme cet immense terrain générateur du capitalisme et de la bourgeoisie. La précarité de leur situation économique conduit ces petits producteurs — à la fois propriétaires et travailleurs — à une attitude politiquement oscillante. En tant que travailleurs, ils sont l'allié du prolétariat parce qu'ils espèrent s'affranchir de l'oppression et de l'exploitation capitalistes, et acceptent de se regrouper sous le drapeau du prolétariat pour renverser la domination réactionnaire des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Mais en tant que propriétaires, ils manifestent une tendance spontanée au capitalisme; imprégnés du concept de propriété privée, ils aspirent constamment à s'enrichir.

Dans la Chine d'aujourd'hui, la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat est, pour l'essentiel, achevée. Néanmoins, la petite bourgeoisie ne peut, en tant que classe — et semblablement aux autres classes —, disparaître immédiatement après la transformation du système de propriété. Avant que la propriété collective soit devenue propriété du peuple entier, et que les survivances de la propriété privée soient totalement éliminées, il est par conséquent inévitable que les paysans conservent encore certains traits inhérents aux petits producteurs. C'est pourquoi la tâche d'éducation et de transformation de ces petits producteurs — qui ne peut procéder que d'un combat prolongé — concerne la dictature du prolétariat. Les conditions requises pour que le capitalisme et la bourgeoisie ne puissent ni exister ni se reformer ne pourront être réunies qu'après l'accomplissement de cette tâche. Et c'est seulement alors que le prolétariat l'aura définitivement emporté sur la bourgeoisie vaincue.

. . . lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou dans deux directions principales. D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploités, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécuté des pauvres. Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos. Et il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite bourgeoisie (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peuvent manquer de « se manifester » dans une révolution aussi profonde. Et ils *ne peuvent* « se manifester » autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et *il faut une main de fer*.

L'histoire ne connaît pas une seule grande révolution où le peuple n'ait senti cela d'instinct et n'ait fait preuve d'une fermeté salutaire en fusillant sur place les voleurs. Le malheur des révolutions du passé était que l'enthousiasme révolutionnaire des masses, qui entretenait leur état de tension et leur donnait la force de châtier impitoyablement les éléments de décomposition, ne durait pas longtemps. La cause sociale, c'est-à-dire la cause de classe de cette instabilité de l'enthousiasme révolutionnaire des masses, était la faiblesse du prolétariat, *seul* capable (s'il est suffisamment nombreux, conscient et discipliné) de se rallier la *majorité* des travailleurs et des exploités (la majorité des pauvres, pour employer un langage plus simple et plus populaire) et de garder le pouvoir assez longtemps pour écraser définitivement tous les exploités et tous les éléments de décomposition.

C'est cette expérience historique de toutes les révolutions, c'est cette leçon économique et politique de l'histoire mondiale que Marx a résumée dans une formule brève, nette, précise et frappante : dictature du prolétariat.

V. Lénine: « *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* »
(Mars-Avril 1918)

Q. : Pourquoi Lénine insiste-t-il à ce point — il parle d'une **main de fer** — sur la rigueur de la répression qui doit s'exercer sur les exploités et les éléments de décomposition ?

R. : Dans les six mois qui ont suivi la Révolution d'Octobre, la résistance des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie renversés s'est manifestée sous toutes les formes — il y eut plusieurs rébellions armées contre-révolutionnaires — et ce alors que tous les éléments générateurs de décomposition issus de la vieille société saisissaient l'occasion pour provoquer des troubles. L'ordre social s'est trouvé ainsi profondément perturbé. Or le pouvoir des Soviets s'est alors montré faible. C'est pourquoi, à l'appui de cette situation, et aussi de l'expérience des grandes révolutions antérieures, Lénine insiste sur l'utilisation nécessaire de ce qu'il appelle « la main de fer » du prolétariat pour réprimer les ennemis. Il faut, disait-il, pendant toute la période transitoire du capitalisme au socialisme, recourir nécessairement à une répression impitoyable, dans deux directions principales :

D'abord à l'égard des exploités abattus — ils ne se résignent jamais à leur défaite, ils possèdent des forces et même un avantage temporaire et partiel dans certains domaines, ils tenteront inmanquablement de renverser le pouvoir du prolétariat.

Ensuite à rencontre des éléments pathogènes, auteurs de troubles — tant que déferle cette vague de fond qu'est la révolution socialiste, ils provoqueront des désordres, afin de créer le chaos, dans lequel ils pourront se manifester. **« Et ils ne peuvent «se manifester» autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte.»** Leur sabotage atteindra directement la révolution et l'édification socialistes. D'où l'obligation du recours à la dictature du prolétariat envers eux, eux qu'il faut frapper, comme il faut frapper les exploités: d'une main de fer. Aucune faiblesse à leur égard n'est admissible. Sinon, le pouvoir du prolétariat ne saurait se consolider.

Q. : Pourquoi ces «éléments de décomposition» venus de la vieille société sont-ils **« liés pour la plupart à la petite bourgeoisie »** ?

R. : Parce qu'économiquement la petite bourgeoisie est au carrefour où se croisent prolétariat et bourgeoisie. Elle est toujours en cours de polarisation. Et, conséquemment, son attitude est politiquement indécise. D'autre part, la guerre et la crise ruinent et frappent, avant toute autre, cette classe économiquement faible. Un grand nombre de ces petits-bourgeois sont acculés à la ruine. La plupart d'entre eux rejoignent alors les rangs des prolétaires. Le reste sombre dans le lumpen-prolétariat. Et certains s'y «manifestent» à chacun des grands changements de la révolution. Ils y commettent toutes les exactions possibles. Ils voudront saper l'œuvre révolutionnaire prolétarienne. Avant de devenir «éléments de décomposition», complices des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Q. : Pourquoi Lénine met-il l'accent sur cet enthousiasme révolutionnaire que les masses ont à maintenir pour contrer ces «éléments de décomposition» ?

R. : Pour **« châtier impitoyablement »** les ennemis de classe, le prolétariat et tout le peuple révolutionnaire doivent agir d' **« une main de fer »**. Et cette répression doit durer longtemps. Sinon, comment maintenir et consolider le nouveau pouvoir politique ? Il s'agit d'une autre expérience importante tirée de la dictature du prolétariat.

Or si, au cours des nombreuses grandes révolutions de l'histoire, les masses populaires ont su un temps déployer contre les ennemis de classe une énergie considérable, cette énergie n'a pu durer. Et les révolutions ont échoué.

Ainsi la Commune de Paris. Le prolétariat a alors pris le pouvoir. Mais elle a renoncé à soumettre les résidus de la contre-révolution à une répression résolue et radicale. Elle n'a pas cherché à ce que les masses conservent leur ardeur révolutionnaire : c'est la raison de sa

défaite. Une raison qui permettra aux classes réactionnaires aux abois de se relever, de revenir à la charge, et d'étrangler la révolution. Nous devons retenir cette leçon. Pourquoi, au cours des grandes révolutions passées, les masses ne parvenaient-elles pas à toujours conserver leur ardeur révolutionnaire ? Lénine nous répond que la raison de classe résidait dans le fait que le prolétariat — la classe la plus révolutionnaire et la plus avancée de l'histoire de l'humanité, et représentant les intérêts fondamentaux des masses laborieuses — était encore faible. Mais à condition qu'il soit suffisamment nombreux, à condition qu'il soit conscient politiquement et discipliné, il est capable de rallier à lui les travailleurs exploités — qui constituent la majorité — et d'abattre, d'une façon soutenue et radicale, tous les ennemis de classe.

Pendant toute la période du socialisme, nous devons, sous la direction du Parti, constamment élever notre conscience révolutionnaire, renforcer notre sens de la discipline révolutionnaire, nous unir avec le peuple travailleur, faire preuve d'enthousiasme révolutionnaire pour juguler les menées des exploiters et des éléments pathogènes, pour matérialiser la tâche qu'est le renforcement de la dictature du prolétariat, jusque dans toutes les unités de base.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (5)

La classe des exploiters, les propriétaires fonciers et les capitalistes, n'a pas disparu et ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploiters ont été battus, mais non anéantis. Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production; il leur reste l'argent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite. L'« art » de gouverner l'Etat, l'armée, l'économie leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population. La lutte de classe des exploiters déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée. Et il ne saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes (comme le font tous les héros de la II^e Internationale).

V. Lénine: *«L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat»* (octobre 1919)

Q. : Quelle est l'idée principale dans ce paragraphe ?

R. : Si, depuis que le prolétariat a pris le pouvoir, les classes exploiteuses sont battues, elles n'ont pourtant pas disparu. Elles possèdent encore une force contre-révolutionnaire incomparablement plus importante que leur nombre dans l'ensemble social; une lutte encore plus acharnée les oppose au prolétariat. Il est, par conséquent, essentiel et indispensable que celui-ci renforce sa dictature.

Q. : Mais pourquoi Lénine insiste-t-il à ce point sur la puissance que conservent les classes exploiteuses alors qu'elles sont soumises à la dictature du prolétariat ? En quoi ce combat de classe est-il devenu à ce point acharné ?

R. : Cette observation repose sur le bilan des deux années de dictature du prolétariat qui ont suivi la Révolution d'Octobre, elle avait en outre à stigmatiser les inepties révisionnistes du moment.

Sous la dictature du prolétariat, les classes exploiteuses ont été écrasées. Mais elles ne sont pas détruites. Et **« longtemps après la révolution, les exploiters conservent nécessairement une série de réels et notables avantages »**. (Lénine : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) Les liaisons qu'ils entretiennent en dehors des frontières sont très étendues, et lorsqu'ils trament le renversement de la dictature du prolétariat, c'est toujours d'intelligence avec la bourgeoisie internationale, avec les impérialistes et les révisionnistes de l'extérieur. Ils conservent des biens. Ils conservent de l'argent. Ils conservent un certain temps des moyens de production. Ils profitent encore de vastes connivences dans la société. Ils disposent de positions puissantes dans les domaines culturel, scientifique et technique. Ils ont acquis, au cours de leur longue domination réactionnaire, l'art et l'expérience de la direction des affaires de l'Etat, de l'armée et de l'économie. C'est pourquoi leur rôle est infiniment plus important que leur nombre dans l'ensemble de la population; de par leur nature de classe réactionnaire, **«leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite»**.

Tout cela est fait objectif, fait historique après la Révolution d'Octobre. Et c'est précisément sur cette question que des divergences fondamentales opposent les marxistes aux révisionnistes. Kautsky par exemple, ce chef de file du révisionnisme de la II^e Internationale, de concert avec l'impérialisme et la réaction russe, multipliait les assauts contre le jeune pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat. Kautsky pour qui « les capitalistes et les grands propriétaires fonciers expropriés n'existaient plus en tant que classe » après la Révolution d'Octobre, et qui prétendait que les exploiters, « une fois privés du pouvoir, obéissent docilement à la majorité que constitue le prolétariat »: un prolétariat qui aurait dû user d'une « pure démocratie » à l'égard de la poignée des ex-exploiteurs plutôt qu'exercer sur eux sa dictature.

Ce paragraphe constitue précisément un coup de cravache de Lénine sur les aberrations révisionnistes de ces Kautsky et consorts.

En Russie, nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons!). Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires, fonciers et les capitalistes, — ce qui nous a été relativement facile, — c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises; or, ceux-ci on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, — mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour

permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'*organisateur* (qui est son rôle *principal*), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de «vaincre» les millions et les millions de petits patrons; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les *mêmes* résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui *restaurent* la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat.

V. Lénine : *La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)*
(Avril mai 1920)

Q. : Il semble que Lénine veuille ici faire ressortir la rééducation et la transformation des petits producteurs comme l'une des tâches importantes de la dictature du prolétariat ; une tâche qui, liée à l'offensive contre l'ambiance petite-bourgeoise et contre la force de l'habitude léguée par l'ancienne société — ces forces qui atteignent et empoisonnent le prolétariat — constitue pour ce prolétariat une mission de combat, une mission longue et difficile s'il veut écraser la bourgeoisie. Mais une mission dont l'accomplissement requiert la direction déterminée du parti prolétarien.

Est-ce bien ainsi qu'on doit comprendre ce passage ?

R. : Tout à fait.

Q. : Donc la dictature du prolétariat doit transformer les petits producteurs et lutter contre l'ambiance petite-bourgeoise ?

R. : Les petits producteurs constituent la base sociale sur laquelle naissent le capitalisme et la bourgeoisie ; l'effet corrodant de cette ambiance petite-bourgeoise est très préjudiciable au socialisme: leur transformation est donc indispensable si l'on veut supprimer les classes. A la fois travailleurs et petits propriétaires, les petits bourgeois peuvent témoigner d'un esprit révolutionnaire, mais en même temps ils sont versatiles et hésitants — Lénine dit : « **manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement** ».

Or, la plupart des prolétaires sont des petits producteurs ruinés. Et parmi certains d'entre eux, l'action corrodante due à leur penchant naturel suscite la réapparition de carences propres à la petite bourgeoisie.

L'ambiance petite-bourgeoise et les usages appartenant au passé — force de l'habitude qui se manifeste chez des millions et des millions d'hommes — forment alors cette «force

terrible» dont parle ici Lénine. De tous côtés elle encercle, pénètre, corrompt le prolétariat; elle est un des déterminants idéologiques majeurs de l'apparition de nouveaux éléments bourgeois chez une partie des ouvriers et des communistes. Si l'on ne lui résiste pas résolument, l'action coutumière, invisible, intangible et corrodante de cette petite bourgeoisie conduira à la restauration du pouvoir bourgeois.

Q. : Mais comment transformer ces petits producteurs ?

R. : En tant que petits propriétaires, ils manifestent une tendance spontanée au capitalisme; mais en tant que travailleurs, ils sont les alliés de la révolution prolétarienne. On ne peut donc pas les déposséder, ni les chasser, ni les faire disparaître. Il faut faire bon ménage avec eux, les transformer par le recours à des procédés démocratiques, par la persuasion et l'éducation, les conduire sur la voie socialiste et les aider à échapper aux habitudes anciennes et aux traditions surannées. Pour le prolétariat il s'agit d'une politique importante s'il veut se rallier les larges masses laborieuses et vaincre l'ennemi de classe. Or la pratique a prouvé que, sous sa direction et grâce à son éducation, la petite bourgeoisie manifeste la volonté et la capacité de suivre la voie socialiste.

Mais ceci n'est possible qu'après **«un travail d'organisation très long, très lent et très prudent»**. Comme le dit le président Mao, **«le grand problème, c'est l'éducation des paysans»**. («De la dictature démocratique populaire») Pendant toute la période historique du socialisme, le prolétariat doit faire pénétrer, avec persévérance, les idées socialistes au sein des masses rurales, critiquer leur propension naturelle au capitalisme, combattre la force petite-bourgeoise de l'ancienne habitude et mener jusqu'à son terme le travail d'éducation et de transformation des petits producteurs.

Or, vaincre l'encerclement et l'action corrosive de la force de l'habitude chez des millions et des millions d'hommes, et conduire la petite bourgeoisie dans l'orbite de la révolution prolétarienne, impose de renforcer la direction du Parti, afin de poursuivre fermement l'éducation du prolétariat et des larges masses travailleuses dans la conception marxiste du monde, et d'appliquer au sein du parti prolétarien une discipline et un centralisme rigoureux. **« Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. »**

Q. : Comment comprendre que **« la dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre contre les forces et les traditions de la vieille société »** ?

R. : Ici, Lénine établit la synthèse complète des tâches de lutte à livrer sous la dictature du prolétariat, et en démontre la complexité. Sa mission historique est l'élimination des classes. Mission relativement simple s'il ne s'agissait que d'expulser et de réprimer les propriétaires fonciers et les capitalistes. Mais cette action implique aussi la transformation des petits producteurs, l'offensive contre les tendances naturelles de la petite bourgeoisie, l'offensive contre les forces et les traditions héritées de la vieille société : l'objectif est donc mille fois plus difficile à atteindre; il requiert toutes les formes d'une lutte **«sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative»**. C'est-à-dire dans tous les domaines l'exercice d'une dictature intégrale sur la bourgeoisie.

Non, la classe ouvrière n'est pas séparée de la vieille société bourgeoise par une muraille de Chine. Et lorsque la révolution éclate, c'est bien différent de ce qui se passe lorsque quelqu'un meurt et qu'on emporte son corps. Quand l'ancienne société meurt, on ne peut pas clouer son cadavre dans un cercueil et l'enfermer dans un tombeau. Ce cadavre se décompose au milieu de nous, il pourrit et nous contamine nous-mêmes.

V. Lénine : *«Réunion commune du Comité exécutif central, du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges et des syndicats»*
(Juin 1918)

Q. : C'est-à-dire ?

R. : Lénine parle ainsi après avoir analysé les «petits trafics» auxquels se livre une partie des ouvriers empoisonnés par la bourgeoisie. Nous devons avant tout retenir de cette citation que, longtemps après «sa mort», l'ancienne société exerce encore longtemps son influence qui est une source — et non des moindres — de l'apparition de nouveaux éléments bourgeois. Le prolétariat a donc à renforcer sa dictature sur la bourgeoisie dans le domaine idéologique. Et la classe ouvrière doit elle-même se refondre dans la lutte et savoir résister à la corrosion résultant de l'idéologie bourgeoise.

Q. : Et pourquoi, après la «mort» de l'ancienne société, son cadavre continue-t-il de pourrir et de nous empoisonner ?

R. : En société socialiste, le système politique réactionnaire de l'ancienne société a été démantelé. Le système capitaliste de propriété privée s'est transformé en système socialiste de propriété publique. Mais, dans de nombreux domaines, on trouve encore des restes de l'ancienne société, des restes qui «pourrissent». D'abord, les vieilles idées qui existent longtemps encore, après le changement de régime. Car **«le système socio-économique a changé, mais les idées réactionnaires, c'est-à-dire celles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de la couche supérieure, héritées de l'ancienne époque et qui subsistent dans l'esprit d'un nombre considérable de gens, ne peuvent pas se transformer d'un seul coup. Il faut du temps, un temps très long, pour changer ces idées.»** C'est ce que nous dit le président Mao.

Pourquoi un temps très long ? Car l'idéologie — reflet de l'être social — reste relativement indépendante après qu'elle se soit formée. Et c'est pourquoi les nouvelles idées et l'idéologie nouvelle ne peuvent prendre forme et être acceptées par tous immédiatement après la naissance d'un nouveau système économique : les anciennes conceptions et la force des vieilles habitudes ne cèdent pas facilement le pas ; elles se mesurent constamment aux concepts nouveaux en cours de développement. En outre, dans la société socialiste les classes exploiteuses abattues existent encore. La transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. Sur le plan économique, existent le reliquat du système de propriété privée et de la petite production, le système des salaires à huit échelons, le système marchand et l'échange par l'intermédiaire de la monnaie ; le droit bourgeois se manifeste encore sérieusement dans les rapports entre les hommes : tout cela constitue la base matérielle sur laquelle continuent d'exister et de se développer les idées bourgeoises et les diverses idées anciennes. Pour consolider et développer le régime socialiste, le prolétariat doit lancer une offensive contre l'idéologie de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses ; il doit persister dans la

dictature intégrale sur la bourgeoisie dans la superstructure, y compris dans les différents domaines culturels.

Q. : Qu'est-ce que ça veut dire «**la classe ouvrière n'est pas séparée de la vieille société bourgeoise par une muraille de Chine**» ? et pourquoi la classe ouvrière — la classe la plus révolutionnaire et la plus avancée — doit-elle renforcer sa propre refonte idéologique ?

R.: En société socialiste, on peut trouver au sein de la classe ouvrière deux sortes d'ouvriers : les vieux ouvriers et les jeunes ouvriers. Les premiers ont connu l'ancienne société bourgeoise. Ils ont souffert d'une exploitation et d'une oppression cruelles. La lutte qu'ils ont menée a trempé leur position et leur esprit révolutionnaire prolétariens, et ils conservent leurs belles qualités révolutionnaires. Tel est leur aspect fondamental et essentiel. Mais en même temps, ils demeurent plus ou moins marqués par les anciennes idées ou coutumes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie — dominantes dans l'ancienne société.

Quant aux jeunes ouvriers, ils sont nés dans la nouvelle société. Dès leur enfance ils ont reçu du Parti une éducation révolutionnaire. En raison de cela, ils possèdent une conscience politique socialiste, et c'est leur aspect principal et fondamental. Mais, dans tous les domaines de la société socialiste existent des restes de l'ancien système social dont les traditions et les concepts influencent et corrodent nécessairement ces jeunes prolétaires.

Dans la période du socialisme, l'action corrosive exercée par la bourgeoisie et les mesures prises par le prolétariat pour y résister composent une lutte prolongée. Pour renverser sa dictature, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, ainsi que leurs agents — Liou Chao-chi. Lin Piao et leurs semblables —, cherchent constamment à empoisonner le prolétariat — par ailleurs constamment touché par l'ambiance petite-bourgeoise — avec la pourriture de l'ancienne société.

Et c'est précisément la raison pour laquelle le style de vie de la bourgeoisie peut se manifester au sein d'une partie de la classe ouvrière et d'une partie des communistes, dont certains d'entre eux iront jusqu'à dégénérer en nouveaux éléments bourgeois. Face à cette réalité, la classe ouvrière doit avoir conscience de l'importance de l'étude du marxisme et de l'importance de sa propre refonte dans cette lutte d'envergure qu'est la transformation de la société : elle doit être toujours prête à déjouer les tentatives de désagrégation menées par la bourgeoisie. C'est une question majeure, une question qui conditionne la consolidation de la dictature du prolétariat et l'assurance que ni notre parti ni notre Etat ne changeront de nature.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (6)

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcons une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes: une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le *droit égal* est donc toujours ici, dans son principe. . . le *droit bourgeois*, bien que principe et pratique n'y soient plus aux prises, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'*en moyenne* et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le droit égal reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi au travail comme *unité de mesure commune*.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit *égal* est un droit *inégal* pour un travail *inégal*. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'*inégalité* des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des *privilèges naturels*. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.*

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

K. Marx: « *Critique du programme de Gotha* » (Avril-début mai 1875)

Q. : Marx commence par dire que le principe « à chacun selon son travail » est le même que celui qui régit l'échange des marchandises — c'est-à-dire un échange de valeurs égales — , puis il précise que « **le fond et la forme diffèrent** ». Pourquoi ?

R. : Répondre à cette question impose de préalablement nous interroger sur ce qu'est le principe régissant l'échange de valeurs égales.

La valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Procéder à un échange de valeurs égales signifie échanger des marchandises de valeur égale. Prenons un exemple : nous supposons que la production de trois mètres d'étoffe et la fabrication d'une chaise réclament, l'une comme l'autre, neuf heures de travail. Leurs valeurs sont donc égales. On pourrait échanger la première contre la seconde. On appelle cette opération un échange de valeurs égales.

Revenons au principe «à chacun selon son travail». Il signifie : le travailleur peut recevoir de la société des objets de consommation, à concurrence d'une quantité égale au travail qu'il lui a fourni après défalcation du travail effectué pour alimenter les fonds

collectifs. C'est la raison pour laquelle Marx dit que, pour autant qu'elle est échange de valeurs égales, la «rétribution selon le travail» est réglée par le même principe que celui de l'échange des marchandises.

Alors pourquoi «**le fond et la forme diffèrent-ils**» ?

Examinons d'abord cette différence quant au fond. En système capitaliste, la force de travail est une marchandise. L'échange entre capital et force de travail est l'expression des rapports d'exploitation et d'asservissement des travailleurs par les capitalistes. Or, ces capitalistes — et tous les suppôts du capitalisme — traitent en tous lieux cet échange comme juste et équitable : l'ouvrier travaille pour le capitaliste et, en retour, le capitaliste verse un salaire à l'ouvrier. Mais les faits sont radicalement différents. Car la valeur de la force de travail et la valeur qu'elle crée lors de son utilisation ne sont pas les mêmes. La première est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la survie de cet ouvrier et de sa famille : elle ne correspond qu'à une fraction du temps de travail fourni. Alors que la valeur qu'il crée pendant le reste de ce temps — la plus-value — va dans la poche du capitaliste. Voilà le secret de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, mais un secret camouflé sous la forme d'un échange de valeurs égales.

En système socialiste, l'échange de valeurs égales, qui règle la répartition selon le travail, est l'échange d'une quantité de travail fournie sous une forme contre une même quantité sous une autre forme. Exemple : le travail pour fabriquer un thermos et celui pour produire le riz sont différents dans la forme. Cependant, après avoir travaillé à fabriquer des thermos, l'ouvrier touche un salaire. Puis, avec ce salaire, il va acheter une certaine quantité de riz. Il a ainsi échangé une quantité de son travail contre une quantité égale du travail des producteurs de riz. Dans les conditions socialistes, il n'est pas permis d'exploiter le travail d'autrui en profitant des moyens de production; et en conséquence «**nul ne peut rien fournir d'autre que son travail**». Il n'est possible de participer à la répartition qu'en travaillant. Et il n'est réparti à chacun que des objets destinés à la vie quotidienne; aucun moyen de production n'est distribué aux individus en tant que propriété privée. Ainsi peut-on éliminer le rapport d'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà la différence quant au fond.

Et quant à la forme ? Marx a imaginé qu'à un stade où n'existerait que la propriété du peuple entier, la répartition des biens de consommation pourrait être directement réalisée par le truchement de bons, et sans passer par la forme de la valeur, sans recourir à l'intermédiaire monétaire. La forme de l'échange serait alors différente de celle utilisée pour l'échange de marchandises en système capitaliste.

Cependant, aujourd'hui en Chine, la propriété publique se présente non sous une mais sous deux formes : la propriété du peuple entier et la propriété collective. C'est la raison pour laquelle le système marchand et l'échange par l'intermédiaire de la monnaie doivent continuer d'y exister. Et c'est pourquoi la forme monétaire y reste le principal intermédiaire dans la répartition des biens de consommation.

Q. : Pourquoi Marx dit-il que le droit égal manifesté dans la répartition selon le travail est toujours dans son principe le droit bourgeois ?

R. : Une des caractéristiques du droit bourgeois est de masquer une inégalité effective sous une égalité formelle. «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail» est le principe répartiteur en vigueur en société socialiste. On demande aux travailleurs de consacrer tous leurs efforts au travail social. Après quoi, la société leur attribue des biens de consommation selon un critère unique : le travail. Grâce à quoi un terme est mis au principe

de la répartition inégale imposée depuis des millénaires par les classes exploiteuses : «Ceux qui travaillent ne gagnent pas et ceux qui gagnent ne travaillent pas.» Ainsi les travailleurs ont-ils acquis ce droit égal qui autorise la réception d'une quantité de produits de consommation exactement proportionnelle au quantum individuel de travail. Il s'agit d'un très grand progrès historique.

Mais nous nous trouvons cependant face à un droit égal qui demeure toujours grevé d'une limite bourgeoise : une égalité de forme voile encore un inégalité de fait. Pourquoi ?

Marx souligne deux points : premièrement, la différence de force physique d'un travailleur à l'autre. Différences également des facultés intellectuelles et des compétences professionnelles. Donc, en une même unité de temps, chaque travailleur fournira des quantités de travail différentes. D'ailleurs, le temps que chacun peut consacrer à la production n'est pas non plus identique. C'est pourquoi les rétributions pourront être différentes entre travailleurs, même si chacun d'entre eux a consacré le maximum au travail productif. Deuxièmement : supposons ces quotas de travail et les rétributions correspondantes identiques. Il n'empêche que, suivant la composition de chacune de leurs familles, les niveaux de vie ne pourront être égaux; certaines d'entre elles seront plus aisées que d'autres.

Voilà pourquoi le droit égal résultant du principe «à chacun selon son travail» voile encore une inégalité de fait par une égalité de forme : c'est encore dans son principe du droit bourgeois. Son extension conduirait à une différenciation en deux pôles. Pour réduire ce défaut, il faut, conformément au marxisme, faire succéder au principe «à chacun selon son travail» celui d'«à chacun selon ses besoins».

Or cette opération n'est pas réalisable pendant la période du socialisme.

On doit donc encore utiliser le premier de ces principes pour servir l'œuvre socialiste. Et la limitation correcte de ses aspects négatifs ne peut être menée que par la dictature du prolétariat. Notre parti et notre Etat, suivant en cela la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, veillent toujours à agir en ce sens dans leurs activités.

Ce droit bourgeois qui continue d'exister en société socialiste constitue un terrain qui y ressuscite le capitalisme et la bourgeoisie. Ainsi, en Union soviétique, c'est bien en élargissant le droit bourgeois dans la répartition — par l'apologie du « stimulant matériel », de « l'argent placé au poste de commandement » et du « rouble comme locomotive » — que la clique des traîtres révisionnistes a restauré le capitalisme. Quant à celle du renégat Lin Piao, elle portait également aux nues cette même sorte d'inepties en faisant au stimulant matériel une formule. Ne faisait-elle pas miroiter « une situation élevée, un traitement substantiel et des responsabilités étendues », pour former ces nouveaux éléments bourgeois qui devaient constituer l'ossature d'un retour au capitalisme ?

Nous devons dénoncer à fond ces poisons révisionnistes ; nous devons démolir le concept du droit bourgeois; il faut faire rayonner l'esprit communiste et lutter avec désintéressement pour consolider la dictature du prolétariat.

Q.: Comment comprendre que « **le producteur reçoit donc individuellement — les défalcons une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la sociétés** » ?

R. : Cette phrase est une critique de l'expression lassalienne sur le « **produit intégral du travail** ». Marx insiste en effet sur le fait qu'on ne doit, en aucune manière, distribuer l'intégralité des produits du travail social : il faut préalablement en défalquer les fonds destinés à la continuation et à l'élargissement de la production, les fonds de réserve ou d'assurance — en prévision d'accidents ou de perturbations naturelles —, les frais généraux d'administration sociale, indépendants de la production, les fonds destinés à la satisfaction des

besoins sociaux — culture, bien-être, etc., les fonds de la défense nationale, les fonds pour l'aide à l'étranger.

Mais, en société socialiste, toutes ces déductions sont de toute manière, directement ou indirectement, au service des producteurs, elles correspondent à leur intérêt fondamental : la rétribution selon le travail n'intervient que lorsqu'elles ont toutes été opérées.

Q. : Pourquoi applique-t-on en société socialiste le principe « à chacun selon son travail » s'il comporte tant d'inconvénients ?

R.: En raison de conditions économiques et idéologiques décidées par une société socialiste qui « **vient de sortir de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue** ». On n'y dispose pas encore de l'extrême abondance de produits que réclame l'application du principe « à chacun selon ses besoins ». Les différences — héritage de l'ancienne société — entre ouvriers et paysans, entre ville et campagne, entre travail intellectuel et travail manuel, existent encore. Les influences des anciennes classes exploiteuses, comme le concept de la propriété privée (sous toutes ses formes), continuent de s'exercer sur le plan moral et spirituel. La conscience communiste n'a pas encore atteint un niveau extrêmement élevé. Le travail n'est pas encore devenu le premier besoin dans la vie courante etc. Or « **le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.** »

La société socialiste doit donc nécessairement appliquer ces principes : « qui ne travaille pas ne doit pas manger » et « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ».

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (7)

... dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le «droit bourgeois- est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le «droit bourgeois» en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que le «droit bourgeois» se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. « Qui ne travaille pas ne doit pas manger. » : ce principe socialiste est *déjà* réalisé; « à quantité égale de travail, quantité égale de produits » : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le «droit bourgeois» qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégaie en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

V.Lénine : « *L'Etat et la révolution* » (Août-septembre 1917)

Q. : En société socialiste, dit Lénine, le droit bourgeois est aboli en ce qui concerne la propriété. Qu'est-ce que ça signifie ?

R. : Lorsque Lénine dit que le droit bourgeois est éliminé de la propriété des moyens de production, c'est en envisageant qu'ils appartiennent en totalité à la société tout entière: il ne peut l'être que cette condition établie.

En Chine, suivant la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, nous avons au cours des vingt-cinq années précédentes, progressivement éliminé les propriétés impérialiste, capitaliste-bureaucratique et féodale. Nous avons transformé pas à pas les propriétés du capitalisme national et des travailleurs individuels. Les deux formes de propriétés publiques socialistes — propriété du peuple entier et propriété collective des masses travailleuses — se sont graduellement substituées aux cinq formes de propriétés

privées. Le système de propriété a donc changé. La base économique du socialisme s'est graduellement développée et consolidée. Pour l'essentiel, le prolétariat et les autres catégories de travailleurs se sont arrachés au carcan de la propriété privée.

Mais aujourd'hui la propriété privée subsiste encore partiellement dans l'industrie, l'agriculture et le commerce. Non seulement la propriété publique socialiste se présente encore sous deux formes — et non sous la forme unique de propriété du peuple entier — mais la propriété du peuple entier n'occupe qu'une part très faible dans l'agriculture, base de notre économie nationale. Nous ne sommes assurément donc pas encore parvenus à cette étape envisagée par Lénine, où le droit bourgeois n'existerait plus en ce domaine : son élimination totale — et nous ne devons pas le perdre de vue — constitue, en théorie et en pratique, une tâche très ardue pour la dictature du prolétariat.

Il faut en outre envisager la question de la direction sous laquelle sont placés ces deux types de propriété socialiste : elle ne peut être simplement réglée dans la forme, il faut qu'elle le soit aussi dans les faits. Or il existe des unités dont le système de propriété n'est socialiste que formellement et dont le pouvoir de direction n'est pas effectivement entre les mains du prolétariat et de véritables marxistes. Ce problème requiert une solution judicieuse. Il s'agit d'une question clé pour combattre et prévenir la restauration du capitalisme.

Q. : Pourquoi le principe « **à chacun selon son travail** » est-il encore du droit bourgeois ?

R. : Dans ce principe, le travail est pris comme mesure. Tout le monde reçoit « **à quantité égale de travail, quantité égale de produits** ». La quantité de travail individuel n'est pas mesurée d'après la durée du travail individuel, mais suivant une durée du travail individuel basé sur la moyenne des niveaux sociaux de qualification professionnelle, et sur la moyenne de l'intensité du travail. Ce principe « **à quantité égale de travail, quantité égale de produits** » exige de chaque travailleur qu'il consacre une certaine quantité de travail définie suivant ce critère, pour recevoir une quantité égale de produits. Or une question apparaît : la force physique et la compétence professionnelle varient entre travailleurs ; ils ne fournissent pas une quantité égale de travail dans le même laps de temps ; pour recevoir une quantité égale de rémunération, des hommes inégaux doivent donc fournir une quantité inégale de travail.

En d'autres termes, pour retirer une quantité égale de produits, les moins forts et les moins qualifiés ont à travailler plus que ceux qui le sont davantage.

Prenons pour exemple deux menuisiers que nous appellerons A et B. Le premier est plus fort et plus expérimenté que le second. « A » gagne, deux yuans par jour, tandis que « B » n'en touche qu'un. Pour obtenir le même salaire, « B » doit travailler deux fois plus longtemps. Il a donc fourni une quantité inégale de travail pour toucher une rémunération identique. Cet exemple nous montre que, dans l'emploi d'une même unité de mesure — le travail —, la répartition des biens de consommation reste en fait inégale.

C'est pourquoi, **à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale de fait) de travail, attribuer une quantité égale de produits** est du droit bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le «socialisme» au sens habituel du mot) ne supprime pas

à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois » qui continue de régner, puisque les produits sont répartis « selon le travail ».

V. Lénine : *L'Etat et la révolution* (Août-septembre 1917)

Q. : Pourquoi la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière ne supprime-t-elle pas à elle seule « **les défauts de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois »** » ?

R. : C'est essentiellement parce que:

1. S'il est vrai que les rapports de production basés sur la propriété commune des moyens de production ouvrent de vastes perspectives au développement rapide des forces productives, un tel développement ne peut se réaliser hors de l'ancienne assise. Or, il faut persister dans ses efforts pendant toute la période historique du socialisme pour que celles-ci puissent, à partir de la base existante, arriver à fournir suffisamment de produits pour satisfaire les besoins de tous les membres de la société, conformément au principe: à chacun selon ses besoins.

2. Même lorsque la propriété commune des moyens de production voit le jour, l'héritage de l'ancienne société demeure : différences entre ouvriers et paysans, entre villes et campagnes, entre travail intellectuel et travail manuel, l'ancienne division sociale du travail n'étant pas encore supprimée, non plus que l'écart entre les travailleurs, qui reste assez grand pour ce qui est de la technique, de la formation culturelle, et de la capacité de travail. Par conséquent, s'agissant de la répartition des produits, il faut bien tenir compte de toutes ces différences.

3. Dans le système de propriété publique des moyens de production, si les gens travaillent pour la révolution et pour la collectivité, dans la majorité des cas le travail n'est cependant pas encore la première nécessité de la vie. «L'amour des loisirs et l'aversion du travail», «le gain sans effort», etc., propres aux classes exploiteuses, continuent d'exercer leur influence néfaste, de même que survit le concept de propriété privée; aussi n'est-il pas encore possible que tout le monde fasse preuve d'une attitude communiste dans le travail, en se dévouant entièrement à la collectivité, sans esprit de rétribution.

Voilà les raisons qui conditionnent l'application du principe: « à chacun selon son travail ».

Q. : Pourquoi, dans la société socialiste, le droit bourgeois continue-t-il de régner dans le domaine de la répartition ?

R. : Parce que, dans ce domaine comme dans les autres, durant toute la période historique du socialisme, la lutte opposera le communisme naissant au capitalisme déclinant. La répartition socialiste des produits comporte certains aspects du principe communiste: « à chacun selon ses besoins » — par exemple la gratuité des soins médicaux et autres œuvres de bien-être collectif. Il s'agit là de choses nouvelles, dynamiques et pleines d'avenir. Toutefois, elles n'occupent qu'un domaine limité sur l'ensemble de la répartition socialiste, dont le principe reste en gros: « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». « Selon son travail » est le même principe que l'on observe dans l'échange des marchandises — c'est-à-dire à valeur égale; ce principe se sert donc, pour jauger les individus — inégaux en fait — d'une unité de mesure commune: le travail, reconnaissant tacitement l'inégalité des dons individuels, et celle de la capacité de rendement, comme des privilèges naturels. Aussi le droit

bourgeois, caractérisé par une égalité apparente et une inégalité réelle, continue-t-il de régner dans le domaine de la répartition socialiste.

Q. : Comment comprendre le principe de la répartition selon le travail, et quelle attitude adopter à son égard ?

R. : Il y a toujours eu sur cette question une lutte aiguë qui a mis aux prises les deux classes, les deux voies et les deux lignes politiques. Le principe des échanges équivalents — égal en apparence, mais inégal en fait — persistant dans la répartition des objets de consommation individuelle, le droit bourgeois conserve là une position dominante — ce qui est inévitable à l'étape socialiste, mais qui n'en reste pas moins une mauvaise pratique que l'on doit limiter en régime de dictature du prolétariat. La bande de renégats révisionnistes soviétiques s'évertue — comme l'ont fait les chefs de file révisionnistes de notre pays, Liou Chao-chi, Lin Piao et consorts — à renforcer et à étendre ce droit bourgeois, dont elle s'est servie pour restaurer le capitalisme. Les gens marqués par une propension au capitalisme, et les éléments dégénérés du prolétariat — qui constituent une minorité —, cherchent eux aussi par tous les moyens à en profiter aux fins de s'enrichir. Nous devons donc critiquer inlassablement le révisionnisme, la tendance au capitalisme et les idées de droit bourgeois, maintenant en même temps la politique prolétarienne aux commandes, propageant l'idéologie communiste et préconisant une attitude communiste devant le travail.

Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de consommation, suppose nécessairement un Etat bourgeois, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois — sans bourgeoisie !

V.Lénine : *L'Etat et la révolution* (Août-septembre 1917)

Q. : Pourquoi Lénine a-t-il dit qu'en régime communiste subsiste pendant un certain temps un Etat bourgeois sans bourgeoisie ?

R. : Il a tout d'abord noté que le droit bourgeois se manifestant dans la répartition des objets de consommation, son existence suppose nécessairement un Etat bourgeois. Ici, Lénine plaçait la question de l'Etat sous un angle précis, à savoir celui du droit bourgeois. Le marxisme considérant que ce dernier est l'expression de la volonté et des intérêts de la bourgeoisie — dont la défense est assurée par l'Etat bourgeois, son instrument de coercition —, seule la contrainte exercée par l'appareil d'Etat bourgeois peut en assurer l'utilisation. Durant une période déterminée du communisme — lorsqu'il est à son stade inférieur, c'est-à-dire dans la société socialiste —, le reste de droit bourgeois qui existe dans la répartition des objets de consommation, comme dans les échanges de marchandises et dans d'autres domaines, du fait des limites des conditions matérielles et spirituelles, implique l'existence de l'appareil d'Etat, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. C'est pour cette raison que l'Etat prolétarien reconnaît le droit bourgeois, tolère son existence, le protège même et oblige à le respecter. (Bien entendu, il le limite également.) Dans ce sens, l'Etat de dictature du prolétariat joue un rôle d'Etat bourgeois.

Pourquoi Lénine appelle-t-il cet Etat un Etat bourgeois sans bourgeoisie ? Parce qu'en dépit de ce rôle, la classe dominante y est le prolétariat, et non la bourgeoisie.

M. Dühring met sans doute chacun en mesure d'avoir « une consommation quantitativement égale », mais il ne peut y obliger personne. Au contraire, il est fier de dire que dans son univers, chacun peut faire ce qu'il veut de son argent. Il ne peut donc pas empêcher que les uns se mettent de côté un petit trésor en argent, tandis que les autres ne s'en tirent pas avec le salaire qu'on leur paye. Il rend même cela inévitable en reconnaissant expressément la propriété commune de la famille dans le droit successoral, d'où résulte, par conséquent, l'obligation pour les parents d'entretenir les enfants. Mais voilà qui fait une brèche puissante à la consommation quantitativement égale. Le célibataire vit magnifiquement et dans le bonheur avec ses huit ou douze marks quotidiens, tandis que le veuf avec huit enfants mineurs s'en tire misérablement. Mais d'autre part, en acceptant sans plus l'argent en paiement, la commune laisse ouverte la possibilité que cet argent ait été acquis autrement que par le travail personnel. *Non olet*, « l'argent n'a pas d'odeur ». Elle ne sait pas d'où il vient. Mais ainsi sont données toutes les conditions pour que la monnaie-métal qui, jusqu'à présent, n'a joué que le rôle d'un jeton de travail, prenne une fonction monétaire réelle. Voici donc l'occasion et le motif, d'une part, de thésauriser, d'autre part, de s'endetter. Le nécessiteux emprunte à celui qui thésaurise. L'argent emprunté, accepté en paiement de moyens de subsistance par la commune, redevient donc ce qu'il est dans la société actuelle, incarnation sociale du travail humain, étalon réel du travail, moyen de circulation universel. Toutes les « lois et normes administratives » du monde sont aussi impuissantes là-contre que contre la table de multiplication ou la composition chimique de l'eau. Et comme celui qui thésaurise est en mesure de réclamer au nécessiteux des intérêts, voilà, en même temps que la fonction monnaie de l'argent-métal, l'usurier rétabli lui aussi.

F. Engels : « *Anti-Dühring* » (Septembre 1876-juin 1878)

Q. : Il n'est pas facile de comprendre ce passage. Pouvez-vous en expliquer l'esprit ?

R. : Ce passage nous montre que dans une société de propriété commune, tant qu'il subsistera une inégalité de fait dans la répartition, tant que l'échange par l'intermédiaire de la monnaie restera de règle, il se produira dans la société une bipolarité qui mènera au capitalisme. Si l'on ne prend pas de mesures restrictives, la restauration du capitalisme sera inévitable.

Engels a écrit ce texte pour critiquer Dühring, qui était un escroc politique; et selon lequel, le mode de production capitaliste est fort bon et peut subsister — alors qu'un tel mode de répartition est fort mauvais et doit disparaître. Dühring prétendait que dans sa « commune économique » — société commune née de son imagination —, tous ses membres jouiraient du droit à « une consommation quantitativement égale ». D'après lui, chaque membre, quel que soit l'apport de son travail, pourrait recevoir une quantité de monnaie-métal correspondant à ses heures de travail; cette monnaie-métal, selon M. Dühring, ne jouant que le rôle de « jeton

de travail ». Toutefois, les membres de la commune pourraient l'employer pour acheter des articles de consommation à la commune et disposer librement de leur argent. Il considérerait donc que ce principe de « consommation quantitativement égale » une fois mis en pratique, l'inégalité de la répartition capitaliste aurait été supprimée. C'est là un point de vue réactionnaire, c'est de l'égalitarisme petit-bourgeois.

Engels note également que ce droit à la « consommation quantitativement égale » — que Dühring accordait aux membres de sa commune économique — était irréalisable; car dans la vie réelle, une telle consommation est impossible : on ne peut pas obliger chacun à acheter la même quantité de produits, ni à tout dépenser dans un temps donné. En outre, la commune économique de Dühring conserve le droit de succession, ce qui oblige les parents à élever leurs enfants; et ses explications sur la « consommation quantitativement égale » tiennent encore moins debout. Ainsi par exemple, entre un célibataire et un veuf avec huit enfants, la charge est tellement différente qu'il est inconcevable de parler de « consommation quantitativement égale ». Par ailleurs, la pratique de l'échange par l'intermédiaire de la monnaie pousse les gens à s'en procurer par tous les moyens ; l'argent, qu'il soit obtenu à la sueur de son front ou par des moyens illicites — malversation, vol ou spéculation —, n'a pas d'odeur, et permet donc d'aller faire ses achats à la commune. Dans ces conditions, la monnaie-métal qui joue soi-disant un rôle de « jeton de travail », remplit nécessairement les fonctions monétaires, réelles; elle peut être capitalisée; les uns vont recourir à tous les moyens légaux ou illégaux pour s'en procurer et pour thésauriser, les autres se paupérisant et devant leur emprunter. Les thésauriseurs deviennent alors de nouveaux exploiters, et les débiteurs sont exploités par ces usuriers, qui perçoivent d'eux des intérêts. Cet état de choses montre clairement que l'échange par l'intermédiaire de la monnaie engendre le capitalisme. Et le prétendu socialisme de la « consommation quantitativement égale » vanté par Dühring ne devient qu'un capitalisme affublé du manteau du socialisme.

Q. : Alors pourquoi l'échange par l'intermédiaire de la monnaie est-il conservé en Chine ?

R. : Cela tient à l'état actuel de notre système de propriété : la coexistence dans notre pays de deux systèmes de propriété publique — celui du peuple entier et celui de la collectivité — nous impose la pratique du système marchand, pour lequel l'échange par l'intermédiaire de la monnaie est nécessaire, indispensable. Ainsi, l'Etat utilise la monnaie pour assurer la circulation des marchandises, multiplier les échanges de produits industriels et agricoles, assurer les liens économiques entre ville et campagne, entre ouvriers et paysans, et consolider de la sorte leur alliance. L'Etat, a besoin aussi de la monnaie — unité de mesure de valeur — pour établir une comptabilité économique, pour dresser les plans de l'économie nationale, gérer la production et la répartition sociales, etc. En un mot, grâce à la transformation du système de propriété, à la prise en charge du système bancaire par l'Etat prolétarien, à l'unification des émissions et du contrôle de la monnaie, celle-ci joue un rôle positif dans notre pays, en tant qu'instrument au service de la révolution et de l'édification socialistes. A cet égard, notre parti s'est toujours opposé à la tendance erronée qui voudrait aller plus vite que l'histoire, en désavouant prématurément le rôle de la monnaie.

Néanmoins, celle-ci reste une survivance de l'exploitation d'hier, et son rôle, comme ses caractéristiques, n'ont pas disparu. Une minorité peut accaparer, par divers moyens, de plus en plus d'argent, le capitaliser illégalement, et exploiter les travailleurs, par la spéculation et l'usure, ou en employant — sous une autre forme — du personnel. Comme l'a noté V. Lénine, **« il faut de très nombreuses conquêtes techniques et, ce qui est beaucoup plus difficile et plus important, des progrès dans l'organisation, pour supprimer l'argent; en attendant, on est obligé de s'en tenir à l'égalité verbale, dans la constitution, et à cette situation où quiconque possède de l'argent a en fait le droit d'exploiter. »** (« 1er congrès de

l'enseignement extrascolaire de Russie» (6-19 mai 1919)) Il nous faut donc rompre avec les concepts de droit bourgeois, qu'on doit limiter en ce qui concerne l'échange par l'intermédiaire de la monnaie.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (8)

Une fois que la société produisant les marchandises a développé jusqu'à la forme monnaie la forme valeur inhérente aux marchandises comme telles, on voit surgir au jour plusieurs des germes dissimulés encore dans la valeur. Le premier effet et le plus essentiel est la généralisation de la forme marchande. L'argent impose la forme marchande même aux objets produits jusqu'alors pour la consommation directe du producteur, il les entraîne dans l'échange. Par là, la forme marchande et l'argent pénètrent dans l'économie intérieure des communautés directement socialisées en vue de la production, ils rompent un lien de la collectivité après l'autre et résolvent la communauté en une foule de producteurs privés.

F. Engels: *Anti-Dühring* (Septembre 1876 — juin 1878)

Q. : Quelle idée principalement dégager de ce paragraphe?

R. : Engels explique ici le rôle historiquement joué par le développement de la production marchande et de l'échange par l'intermédiaire de la monnaie dans la dissolution de la propriété publique en société primitive. En soulignant que cette monnaie a été le plus puissant moyen pour parvenir à cette fin. Ce propos, replacé aujourd'hui dans le contexte d'un pays socialiste, montre que les facteurs négatifs du système marchand et de l'échange monétaire, à moins qu'ils soient limités, rongent et désagrègent aussi l'économie de la propriété publique socialiste.

Q. : Engels écrit: « Une fois que la société produisant les marchandises a développé jusqu'à la forme monnaie la forme valeur inhérente aux marchandises comme telles, on voit surgir au jour plusieurs des germes dissimulés encore dans la valeur. » Qu'est-ce que cela signifie?

R. : La valeur des marchandises est le travail social incorporé dans ces marchandises. Intangible, elle se manifeste seulement à travers l'échange. La forme valeur inhérente aux marchandises se présente comme rapport d'échange entre différentes marchandises. Puis l'extension de l'échange conduit à l'apparition d'une marchandise spéciale : la monnaie. Monnaie que l'échange de toutes marchandises prend alors comme intermédiaire, et qui

devient une unité de mesure de leur valeur. C'est alors que la forme valeur des marchandises est développée jusqu'à la forme de la monnaie.

Pourquoi ce processus étant réalisé, voit-on se manifester plusieurs de ces « germes » encore dissimulés dans la valeur ? Parce que cette valeur dissimule de nombreuses contradictions, la majeure étant celle entre travail privé et travail social.

Dans la production marchande basés sur la propriété privée des moyens de production, le travail des producteurs de marchandises possède toujours un double caractère. D'une part, il s'agit d'un travail privé : ce sont les producteurs eux-mêmes qui décident les genres, les types et la quantité des produits à fabriquer, et ce sont eux qui possèdent et qui disposent de ces produits. D'autre part, il s'agit aussi d'un travail social, puisque ces produits ne sont pas fabriqués pour la propre consommation de leurs producteurs, mais destinés à toute la société. Néanmoins, ces producteurs ne savent pas a priori si leur travail peut répondre ou non à ses besoins. C'est seulement lorsque ces produits sont vendus et qu'ils ont réalisé leur valeur à travers l'échange que ce travail privé est reconnu par la société. Or, il ne peut l'être en cas de mévente.

D'ailleurs, ce n'est pas la quantité du travail individuel des producteurs qui décide la valeur des marchandises, mais le travail socialement nécessaire à leur production. C'est-à-dire, le temps de travail nécessaire pour produire une certaine marchandise, suivant la compétence moyenne et l'intensité moyenne du travail de toute la société. C'est pourquoi la concurrence entre producteurs s'exerce autour de ce temps de travail socialement nécessaire : un temps plus court leur permettra la réalisation de profits, avec la possibilité d'enrichissement; un temps plus long les conduira à prendre sur le capital, même jusqu'à risquer la faillite. D'où une bipolarité.

Lorsque l'échange des marchandises reste faible en volume et en intensité, ces contradictions ne sont pas évidentes. Mais la monnaie apparue, il connaît alors un très net développement; le processus d'achat et de vente — auparavant uni — est différencié en deux étapes distinctes; et ces contradictions s'accusent au point d'apparaître toujours plus évidentes. Alors s'accroît le danger de mévente qui aggrave la différenciation entre producteurs de marchandises.

Engels écrit en amont de la thèse précédente : « La forme de valeur des produits contient déjà en germe toute la forme capitaliste de production, l'antagonisme entre capitaliste et salarié, l'armée industrielle de réserve, les crises. Par conséquent, vouloir abolir la forme de production capitaliste en instaurant la « vraie valeur », c'est vouloir abolir le catholicisme en instaurant le « vrai » pape ». Ce qui veut dire que dans la forme valeur des marchandises sont déjà dissimulés tous les virus du mal capitaliste — exploitation capitaliste, marchés concurrentiels, anarchie de la production, chômage, crise économique, etc. Ce qui signifie à l'évidence que, tant qu'est conservée la forme valeur des produits (particulièrement sous la forme monnaie), autrement dit, tant que subsistent le système marchand et l'échange monétaire, le capitalisme sera inévitablement engendré.

Q. : Comment la monnaie a-t-elle pu accélérer la dissolution de la propriété publique de la société primitive ? Quelle signification possède aujourd'hui la compréhension correcte de ce processus ?

R. : En traitant du rôle de la monnaie dans cette dissolution ainsi que dans la naissance de la société de la propriété privée, Engels indique : par suite du développement de la forme valeur des marchandises en forme monnaie, **« le premier effet et le plus essentiel est la généralisation de la forme marchande »**. **« Par là, la forme marchande et l'argent pénètrent dans l'économie intérieure des communautés directement socialisées en vue de**

la production, ils rompent un lien de la collectivité après l'autre et résolvent la communauté en une foule de producteurs privés. »

Tel est le processus : En société primitive, le système social était maintenu par la tradition de la propriété publique des communautés primitives, une tradition vieille de plusieurs dizaines de millénaires, ainsi que par l'organisation sociale gentilice fondée sur la consanguinité. Il l'était en outre par l'égalité primitive d'interdépendance entre les hommes, qui en découlait.

Vers la fin de la société primitive, le développement des forces productives va non seulement conduire à la division sociale du travail, mais aussi à l'apparition graduelle de la propriété privée des moyens de production. Et par conséquent à la production marchande.

Plus tard, avec l'extension d'une telle production et de l'échange apparaît la monnaie qui s'impose comme l'unité de mesure des valeurs de toutes marchandises. Avec elle, on peut posséder toutes sortes de choses à travers l'échange. Ce processus, à la fois générateur du désir et de la faculté de s'enrichir, accélère vertigineusement le développement de la production marchande. Des objets de plus en plus nombreux pénètrent dans la sphère de l'échange. Avec pour effet la généralisation de la forme marchande.

Auparavant, les terres appartenaient aux communautés primitives qui, régulièrement, en effectuaient le partage entre leurs membres. Mais ils n'en possédaient que le droit d'usage. Pas la propriété. Nous avons dit que le développement de l'échange monétaire accélère la différenciation en deux pôles : certains se firent créanciers d'autres devinrent débiteurs. Et lorsque ceux-ci ne purent solder leurs dettes, ils furent contraints d'hypothéquer leurs terres — en réalité propriété des communautés — voire de les vendre. Ils iront jusqu'à échanger leur personne et celle de leur progéniture contre de l'argent, et se transformer ainsi en esclaves. Graduellement, les terres convergeaient entre les mains d'un nombre infime de riches. Les anciennes relations égalitaires entre membres des communautés tribales fondées sur la base de consanguinité, laissaient la place à des rapports d'exploitation et d'asservissement. Le monde se divisait en producteurs privés. Les communautés primitives de la propriété publique se dissolvèrent. Alors s'est développé l'esclavagisme basé sur la propriété privée.

Néanmoins, aujourd'hui, en Chine, grâce à l'établissement pour l'essentiel de la propriété publique socialiste et au solide contrôle des marchés et de la monnaie par l'Etat, la production marchande et l'échange monétaire peuvent, dans ces conditions socialistes, avoir encore un rôle positif à jouer. Mais ils n'en sont pas moins restes de l'ancienne société et pas moins, dans le socialisme, terrain propice au développement du capitalisme et de la bourgeoisie. Leur rendre libre cours serait leur permettre de décomposer l'économie socialiste de la propriété du peuple entier et de la propriété collective. Et d'entraîner la restauration du capitalisme.

D'où des mesures que nous devons appliquer pour en restreindre les effets négatifs.

Qu'est-ce donc que la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce, or la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange de marchandises entre des petits patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main d'œuvre, la division en capitalistes et en ouvriers

salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. Cela, nous le savons très bien en théorie et tous ceux qui en Russie ont observé de près la vie et les conditions économiques du petit agriculteur, ne peuvent manquer de le constater.

V. Lénine: « *Xe congrès du P.C(b)R* » (Mars 1921)

Q. : Que faut-il entendre par « **la liberté des échanges** » dont parle ici Lénine?

R. : Cette citation est tirée du « Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions » qu'il a présenté au Xe congrès du P.C.(b)R. La Russie, alors à peine sortie de la guerre civile, vient d'entrer dans la période de relèvement économique. Pour guérir les blessures de guerre, surmonter les difficultés extrêmes engendrées par les calamités naturelles, pour assurer le redressement rapide de l'agriculture — et, sur cette base, reconstruire l'industrie, consolider l'alliance ouvrière-paysanne et renforcer la dictature du prolétariat—le Xe congrès du P.C.(b)R. a décidé de mettre à exécution la Nouvelle Politique Economique et de substituer l'impôt en nature aux réquisitions appliquées pendant la guerre civile.

Cette décision concède aux paysans la libre disposition de leurs excédents céréaliers, une fois payés à l'Etat les impôts sur les grains. C'est-à-dire qu'ils peuvent recourir à l'échange librement et par là disposer d'une certaine liberté commerciale. A l'époque, cette mesure est indispensable. Le P.C.(b)R, et le gouvernement des Soviets la prennent transitoirement, provisoirement, en tenant compte de la situation politique et économique du temps.

En clarifiant le lien entre liberté du commerce et retour au capitalisme, et en insistant sur la vigilance à observer face à une renaissance possible du capitalisme, Lénine met ici tout le Parti en garde contre le rôle négatif de cette liberté des échanges.

Q. : Mais comment comprendre que: « cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, la division en capitalistes et en ouvriers salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste » ?

R. : La liberté du commerce est un foyer du capitalisme et de la bourgeoisie. C'est ce que souligne Lénine. Qu'une telle liberté existe et se développe dans le socialisme, et y apparaît alors la possibilité de résurrection des rapports d'exploitation et du système économique capitalistes (c'est-à-dire de l'esclavage salarié capitaliste).

Ainsi aujourd'hui, en U.R.S.S. Après quelle ait accédé au pouvoir, la clique des renégats révisionnistes — ayant transformé la propriété socialiste en une propriété du capitalisme monopoliste-bureaucratique — a tout tenté pour élargir les rapports marchands de type capitaliste, pour soutenir la production individuelle et pour développer les marchés libres. Résultats : le capitalisme privé s'y étend démesurément La différenciation sociale s'aggrave. Une petite minorité s'est constituée en nouveaux bourgeois; tandis que les larges masses sont retombées dans l'exploitation et l'oppression. « **La résurrection de l'esclavage salarié capitaliste** » — dont Lénine a dit qu'elle était possible — y est maintenant réalisée.

Or pourquoi la liberté du commerce a-t-elle pu ramener au capitalisme ? Parce que là loi de la valeur règle l'échange commercial libre. C'est le temps de travail socialement nécessaire à la production des excédents des paysans — petits producteurs de marchandises — qui décide de la valeur de ces produits pris comme marchandises dans leurs échanges.

Pour les producteurs placés dans de meilleures conditions, le temps de travail individuellement nécessaire est plus court que celui socialement nécessaire. Ils occupent ainsi une position favorable dans l'échange. Ils peuvent gagner plus, s'enrichir, faire fortune. Le goût du lucre les pousse à augmenter leurs moyens de production et, sous diverses formes, à se livrer à l'exploitation de salariés.

Inversement, parce qu'ils doivent consacrer plus de temps à la production, ceux placés dans des conditions désavantageuses abordent l'échange d'une manière défavorable, jusqu'à être lentement dépossédés de leurs moyens de production, jusqu'à la faillite. Jusqu'à devoir vendre leur propre force de travail de diverses manières. D'où, inéluctablement, la division des petits producteurs de marchandises, d'une part en possesseurs de capital et d'autre part en possesseurs de main-d'œuvre; d'où la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste. Autre point d'importance, la faculté pour certains — en tirant profit de la liberté du commerce — de transformer illicitement les marchandises en leur possession. et l'argent dont ils disposent en capital commercial. Puis en profitant des déséquilibres éventuellement parus dans certains endroits entre l'offre et la demande, réaliser des bénéfices exorbitants par la spéculation et le pillage des travailleurs. Avec pour résultat inéluctable la différenciation des petits producteurs en deux pôles, et l'apparition de rapports de type capitaliste.

Q. : Peut-on dire que cet enseignement de Lénine soit toujours actuel aujourd'hui en Chine ?

R. : Nous appliquons une politique d'achat et de vente unifiés en ce qui concerne les céréales. Depuis qu'est achevée — pour l'essentiel — la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, l'échange des marchandises est défini sur la base du système socialiste de la propriété publique. Dans le cadre du plan d'économie nationale, il suit le canal d'une circulation fondamentalement contrôlée par les départements commerciaux d'Etat et le commerce de propriété collective des travailleurs.

Mais le système marchand existe encore. Et avec lui les influences de la bourgeoisie et le droit bourgeois. La propriété privée survit dans le commerce; les petits marchands individuels réalisent 0,2% des ventes au détail, et en régions rurales fonctionnent les foires. Or, outre ainsi l'apparition spontanée du capitalisme, la question de la direction sous laquelle sont placées les usines et les autres entreprises — propriété d'Etat ou propriété collective — continue de se poser. C'est-à-dire, à quelle classe appartiennent-elles ? Quelle ligne suivent-elles ?

Certains individus, affublés du manteau « légal » profitant du système marchand et de l'échange monétaire pour tirer de gros profits d'activités illicites, se constituent en nouveaux éléments bourgeois. Rester les bras croisés face à cette situation, ce serait assister à la décomposition de la propriété socialiste.

Raisons pour lesquelles nous devons rester fidèles à la ligne fondamentale du Parti, persister dans la dictature du prolétariat, stigmatiser à fond la ligne révisionniste, critiquer les tendances spontanées au capitalisme, dénoncer les concepts du droit bourgeois, renforcer la planification économique et le contrôle des marchés, et consolider et développer sans cesse les positions socialistes.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (9)

La bourgeoisie naît de la production marchande; dans les conditions de la production marchande, le paysan qui dispose de centaines de pouds de blé en excédent, dont il n'a pas besoin pour nourrir les siens et qu'il ne livre pas à crédit à l'Etat ouvrier pour secourir l'ouvrier affamé, mais en fait trafic, comment appeler cela ? N'est-ce pas la bourgeoisie ? N'est-ce pas ici qu'elle naît ?

V. Lénine: « *VIIe congrès des Soviets de Russie* » (Décembre 1919)

Q. : Dans quelle situation Lénine a-t-il dit cela et quelle en est la signification?

R. : Dès la victoire de la Révolution d'Octobre les puissances impérialistes avaient conjointement déclenché une intervention armée contre l'Union soviétique, tandis qu'à l'intérieur du pays, les réactionnaires ne rataient pas une occasion pour fomenter des rébellions. De graves difficultés économiques — en particulier la famine — menaçaient le régime des Soviets. A l'époque, les ouvriers de Moscou et de Leningrad ne recevaient souvent qu'un huitième de livre de pain tous les deux jours. Le gouvernement soviétique institua alors les réquisitions : les paysans devaient livrer leurs céréales excédentaires à l'Etat, à crédit, selon un prix déterminé. Les larges masses de paysans pauvres soutenaient résolument cette décision. Mais certains paysans aisés — qui disposaient de centaines de pouds de blé d'excédents — refusèrent de livrer à crédit ce grain destiné à secourir les ouvriers affamés. Par contre, ils en faisaient trafic, développant ainsi le capitalisme. **«Contre cela, nous lutterons jusqu'à notre dernière goutte de sang. Ici, pas de concession possible»** («VIIe congrès des Soviets de Russie»), dit Lénine en déclarant la guerre à la spéculation, et en ripostant aux représentants de la bourgeoisie et aux opportunistes qui accusaient le Parti bolchevique de «ne pas adhérer à la démocratie».

La bourgeoisie naît de la production marchande; telle est l'essence de ce propos de Lénine. Même dans un Etat socialiste de dictature du prolétariat — l'expérience en témoigne —, de nouveaux éléments bourgeois apparaissent constamment, pourvu que subsiste la petite production marchande. Voilà pourquoi l'Etat prolétarien doit limiter le droit bourgeois dans le système marchand et l'échange monétaire. Voilà pourquoi on doit attaquer sans défaillance la spéculation et le trafic.

Q. : La petite production marchande existe depuis des millénaires. Mais le capitalisme n'est apparu qu'à l'époque contemporaine. Comment comprendre que «**la bourgeoisie naît de la production marchande**» ?

R. : La production marchande — c'est-à-dire la production de produits destinés à l'échange — remonte à la fin de la société primitive. A cette époque, les deux grandes divisions du travail social — entre élevage et agriculture, entre artisanat et agriculture — ont accéléré l'essor de la production, engendré la propriété privée et fait apparaître l'économie marchande simple : la petite production marchande. Caractéristiques : les producteurs possèdent les moyens de production et participent au travail productif. Ils disposent des produits. S'ils vendent leurs marchandises, c'est principalement pour en acheter d'autres afin de satisfaire leurs propres besoins.

Mais Engels indique: «**A un certain niveau de développement, la production marchande se transforme en production capitaliste.** » (*Anti-Dühring*)

Ce qui signifie quelle n'engendre pas le capitalisme dans tous les cas. La bourgeoisie et le capitalisme n'apparaissent que lorsqu'elle est parvenue à un certain niveau de développement, autrement dit, lorsque les forces productives atteignent un stade déterminé.

Ainsi, plusieurs millénaires de sociétés esclavagiste et féodale — aux forces productives extrêmement faibles — ont vu dominer une économie visant à l'autosuffisance. Sans aucune progression sensible de l'économie marchande, elle ne pouvait pas quitter son étape élémentaire — celle de la petite production marchande.

Vers la fin de la société féodale, grâce à l'expérience accumulée depuis un temps immémorial par les paysans et les artisans dans la production, les instruments et la technique de production vont évoluer sensiblement. Amélioration qui va assurer un nouveau développement aux forces productives. Elargir la division sociale. Conduire à l'apparition de nombreuses nouvelles branches dans l'agriculture, le jardinage, et, en particulier, à celle de nombreux secteurs spéciaux dans l'artisanat. Avec un énorme progrès de la production marchande. Conséquemment une recrudescence de la concurrence entre producteurs et une accentuation de la différenciation en deux pôles parmi les paysans et les artisans individuels : les riches deviennent capitalistes et les victimes de cette concurrence se transforment en travailleurs salariés. Alors et seulement sont apparus les rapports de production capitalistes.

Différente de la petite production marchande, la production marchande capitaliste se caractérise par le fait que les capitalistes disposent des entreprises, tandis que les ouvriers salariés dépossédés des moyens de production peinent dans l'exploitation. Pour les capitalistes, la production est devenue le moyen par lequel ils extorquent la plus-value, et puis accumulent les profits.

Aujourd'hui en Chine, société socialiste, le système marchand demeure encore. Car la propriété socialiste du peuple entier y coexiste avec la propriété collective socialiste des masses travailleuses. Existe également une certaine petite production marchande. Toutes ces choses répondent aux besoins présents de notre édification socialiste et de la vie de notre peuple. Mais, même sous le régime socialiste, la production marchande est encore le terrain qui engendre le capitalisme. Il faut la placer au service de la révolution et de l'édification socialistes, mais en limitant son rôle négatif on doit l'élargir selon les principes socialistes. C'est ainsi que notre parti agit, depuis toujours, sous la conduite de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Oui, en renversant les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, nous avons déblayé la voie au socialisme, mais nous n'en avons pas bâti l'édifice. Et, sur le terrain où une génération a fait place nette, on voit constamment paraître dans l'histoire des générations nouvelles, pourvu que la terre enfante, et elle enfante des bourgeois à profusion. Et ceux qui considèrent la victoire sur les capitalistes du point de vue des petits propriétaires: «ils ont empoché, maintenant c'est notre tour !» donnent naissance à une nouvelle génération de bourgeois.

V. Lénine: « *Séance du Comité exécutif central de Russie* » (Avril 1918)

Q. : Comment comprendre ce passage?

R. : La société socialiste a dégagé un terrain. Mais ce terrain est encore propice à l'apparition de nouveaux bourgeois. Ils s'y forment constamment et largement. A l'origine de cette engence : les petits propriétaires — et les tenants de la mentalité de petits propriétaires.

Par conséquent, la dictature du prolétariat a non seulement pour tâche d'éliminer la vieille génération de bourgeois, mais aussi d'en combattre la nouvelle, et de déblayer son terrain générateur. C'est ici, en substance, ce que Lénine indique.

Q. : Pourquoi ces tenants de la mentalité de petits propriétaires «donnent naissance à une nouvelle génération de bourgeois» ?

R. : En se fondant sur l'expérience accumulée après la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine a très souvent souligné qu'un grand nombre de bourgeois naît de la graine de petit propriétaire — c'est-à-dire de petit producteur. Et de ce petit propriétaire il dira — de manière pénétrante—qu'«il n'a qu'un désir, arracher une grosse part, l'arrondir le plus possible, ruiner les grands propriétaires fonciers, les gros exploiters, et leur donner le coup de grâce. En cela, il nous soutient volontiers.» «Mais il ne se comporte pas en socialiste désireux, après avoir brisé la résistance de la bourgeoisie, d'entreprendre l'édification de l'économie socialiste sur les principes d'une ferme discipline au travail, dans le cadre d'une stricte organisation et en instituant un contrôle et un recensement bien compris; ce qui l'intéresse, c'est d'arracher le plus gros morceau possible, d'utiliser pour soi-même et à des fins personnelles les fruits de la victoire, sans se soucier le moins du monde des intérêts généraux de l'Etat ni de la classe des travailleurs prise dans son ensemble.» («Séance du Comité exécutif central de Russie», 29 avril 1918)

Ce qui signifie qu'en tant que travailleurs, les petits producteurs veulent s'engager sur la voie socialiste, alors qu'en tant que propriétaires, ils demeurent hantés par l'idée de s'enrichir. Si certains d'entre eux, surtout dans leur couche supérieure, haïssent les propriétaires fonciers et les capitalistes — sans pourtant détester l'exploitation elle-même — c'est parce que ces derniers les empêchent de faire fortune. Pourquoi veulent-ils les renverser ? Pour «gagner», pour se hisser aux rangs des exploiters. «Ils ont empoché, maintenant c'est notre tour !», ainsi considèrent-ils la victoire sur les capitalistes. **«Utiliser pour soi-même et à des fins personnelles les fruits de la victoire»**, tel est leur but. Nature idéologique de la tendance spontanée au capitalisme des petits bourgeois que Lénine révèle à fond.

Ces conceptions s'infiltrèrent forcément à l'intérieur de notre parti et dans les rangs de la révolution, où cette âpreté au gain imprègne encore fortement une minorité de camarades — gens qui espèrent toujours tirer profit du droit bourgeois, des différences entre ouvriers et paysans, entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel; gens qui courent

après renom et gain, et qui plutôt qu'en avoir honte, s'en font un titre de gloriole. Que tous ceux marqués par les idées égoïstes de la petite bourgeoisie laissent se développer ces tendances et ils finiront par devenir bourgeois. Parce que la petite bourgeoisie et la bourgeoisie ont foncièrement la même conception du monde. C'est pourquoi ceux qui témoignent de propension au capitalisme constituent dans les rangs de la révolution prolétarienne — tout comme les petits propriétaires — une source de la nouvelle génération de bourgeois. Nous devons donc posséder une parfaite intelligence de cette question, et poursuivre la lutte contre l'idéologie bourgeoise et encourager l'essor de l'idéologie prolétarienne.

Le camarade Rykov, qui connaît très bien les faits dans le domaine de l'économie, nous a parlé de la nouvelle bourgeoisie qui existe chez nous. C'est la vérité. Elle ne naît pas seulement parmi nos fonctionnaires soviétiques (bien qu'elle puisse y apparaître aussi, dans des proportions infimes), elle naît dans les milieux paysans et artisanaux, libérés du joug des banques capitalistes et actuellement coupés des transports ferroviaires. C'est un fait. De quelle façon voulez-vous donc l'éviter ? Ainsi, vous ne faites qu'entretenir vos illusions, ou bien introduire une brochure mal étudiée dans une réalité qui est beaucoup plus complexe. Elle nous montre que, même en Russie, l'économie marchande capitaliste vit, agit, se développe et engendre une bourgeoisie, comme dans n'importe quelle société capitaliste.

V. Lénine: « VIIIe congrès du P.C.(b)R. » (Mars 1919)

Q. : Dans quelles circonstances Lénine a-t-il tenu ces propos ?

R. : En mars 1919, alors que le Parti communiste (b) de Russie avait convoqué son VIIIe congrès. Une lutte aiguë y opposait la ligne marxiste — celle de Lénine — à la ligne opportuniste de Boukharine. Boukharine qui refusait d'admettre que, dans les conditions socialistes, l'économie marchande peut encore engendrer la bourgeoisie (en fait, avec sa bande il défendait le développement du capitalisme). Point de vue opportuniste que Lénine a violemment réfuté en ces termes dans la « conclusion après la discussion du rapport sur le programme du Parti ». L'économie marchande enfantant une bourgeoisie est fait *objectif*, manifeste en société russe, notera-t-il. En fermant les yeux devant ça, Boukharine et consorts n'ont fait qu'« **entretenir leurs illusions, ou bien introduire une brochure mal étudiée dans une réalité qui est beaucoup plus complexe** ».

Tous les opportunistes ont pour caractéristique de séparer le subjectif d'avec l'objectif. Poussés par leur position de classe réactionnaire, ils n'osent pas regarder en face les faits objectifs. Ils ne peuvent tabler que sur leurs « illusions » ou sur « une brochure mal étudiée » pour échafauder leurs thèses réactionnaires. Raison fondamentale de la faillite inéluctable d'un tel point de vue.

Q. : Comment une bourgeoisie a-t-elle pu apparaître depuis les fonctionnaires soviétiques, notamment parmi les paysans et les artisans ?

R. : Avant la victoire de la révolution, la Russie était un pays d'autocratie militaire-féodale. Avec un gigantesque appareil d'Etat entretenant un nombre considérable de bureaucrates au

service des classes exploiteuses, et qui pesaient de tout leur poids sur le peuple. Avant la Révolution d'Octobre, pendant une très courte période, le pouvoir des Soviets cohabitera avec l'administration bourgeoise de Kerenski. Après la prise du pouvoir, nombre de fonctionnaires du régime exploiteur passeront du côté du prolétariat, certains même devenant cadres du pouvoir soviétique. Situation que décrit Lénine dans son rapport sur le programme du Parti présenté devant le VIII^e congrès du P.C.(b)R., **«les bureaucrates tsaristes sont passés peu à peu dans les institutions soviétiques où ils introduisent le bureaucratisme, ils se camouflent en communistes et pour mieux assurer leur carrière, ils se procurent la carte du P.C.R. Ainsi, donc, chassés par la porte, ils rentrent par la fenêtre.»**

Parmi eux, certains sont des ennemis de classe dissimulés et d'autres, des individus dont la position et la conception du monde n'ont pas été transformées. Ces derniers ne sont pas des ennemis, mais ils ne comprennent pas la distinction fondamentale entre cadres révolutionnaires du prolétariat et bureaucrates des classes exploiteuses. S'ils travaillent dans les organismes du pouvoir soviétique, ce n'est point pour servir le peuple mais pour le renom, l'influence, les privilèges politiques, l'avancement, le moyen de s'enrichir. Nous savons qu'avant leur disparition complète — avec toutes les classes —, les classes exploiteuses ont invariablement recours à des procédés pernicieux tels que achat d'influence et infiltration, afin de corrompre les cadres prolétariens. Ainsi, au sein des institutions du pouvoir prolétarien, une minorité de cadres aux vellétés révolutionnaires doublées d'idées bourgeoises fortement ancrées sont à même de dégénérer, jusqu'à devenir agents de la bourgeoisie en son sein.

Ce phénomène s'est produit dans la Russie de l'époque; il se manifeste aujourd'hui aussi dans notre pays — point nettement souligné dans l'importante directive du président Mao sur la théorie de la dictature du prolétariat.

Quant à la naissance de la bourgeoisie parmi les paysans et les artisans, elle est déterminée par leur position de classe. En tant que travailleurs ils sont alliés du prolétariat; ils peuvent emprunter la voie socialiste sous la direction du parti prolétarien. En tant que propriétaires, ils manifestent une tendance spontanée au capitalisme et inclinent au commerce libre. Tant que dans l'agriculture et l'artisanat régnera la propriété privée, ils balanceront entre la voie socialiste et la voie capitaliste — mais en saisissant toute occasion pour s'écarter de la première.

La Russie était un pays où prédominait la petite bourgeoisie. Après la Révolution d'Octobre, les paysans et les artisans ont été politiquement libérés et économiquement débarrassés de l'exploitation et de la contrainte que la bourgeoisie avait exercées par le canal de ses banques. Cependant, l'économie marchande capitaliste vivait, agissait et se développait. Les transports ferroviaires étant alors coupés par l'intervention impérialiste et les rébellions armées de la contre-révolution intérieure, la circulation des marchandises était entravée et l'Etat ne pouvait plus assurer le ravitaillement du peuple. Profitant de cette situation et exploitant les difficultés temporaires dans la vie économique du pays, les paysans et les artisans aisés — que marque une sérieuse propension au capitalisme — utilisèrent les marchandises et l'argent entre leurs mains pour spéculer et arracher d'exorbitants profits. D'où l'émergence d'un foisonnement de nouveaux éléments bourgeois.

La pratique de la révolution chinoise montre que nos artisans et nos paysans auparavant les plus démunis — notamment les paysans pauvres et moyens-pauvres impitoyablement exploités et opprimés dans l'ancienne société — ont toujours été les alliés les plus sûrs de la révolution prolétarienne. Après la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, ils se sont engagés sur la voie de l'économie collective socialiste et ont connu un grand changement dans leur statut économique et leur position idéologique. Mais les survivances de la propriété privée ne sont pas encore supprimées. L'économie marchande reste active. Le droit bourgeois existe dans l'échange et la répartition. Dans ces conditions, la

propension au capitalisme se manifeste et de nouveaux bourgeois voient le jour, inévitablement, parmi eux, en particulier parmi les paysans et les artisans aisés. Voilà pourquoi, dans notre pays, il est obligatoire de donner constamment une éducation socialiste aux paysans et aux artisans, afin qu'ils suivent résolument la voie socialiste.

Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les *ouvriers* privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés, et placés dans les meilleures conditions dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître tous, absolument tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois; et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons — peu à peu — de ce mal.

V. Lénine: *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*
(Avril-mai 1920)

Q. : Qu'est-ce que Lénine entendait par «tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois» ?

R. : Le parlement bourgeois est un ornement et un instrument de la dictature exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat et le reste du peuple travailleur. Opportunisme, mercantilisme, recherche des prérogatives, chasse au renom et au gain, souverain mépris pour les masses, goût du bavardage, répugnance au travail sérieux, recherche des agréments de la vie et corruption, etc. tous ces traits négatifs propres aux milieux officiels bourgeois se manifestent dans leur plénitude au sein du parlement, où les députés bourgeois, sous couvert de «démocratie», se livrent aux luttes intestines pour le pouvoir — témoignages, dans la vie politique, de la cupidité de la bourgeoisie pour laquelle seul compte le profit. Surmonter les effets d'un mal si profond est une tâche difficile et ardue pour la dictature du prolétariat.

Q. : Mais qu'est-ce qui poussait continuellement à la réapparition de ces facteurs négatifs parmi les ingénieurs, les instituteurs et les ouvriers privilégiés soviétiques ?

R. : Le style de pensée bourgeois qui ne cesse de renaître parmi les intellectuels et les ouvriers de la couche supérieure ayant vécu dans l'ancienne société. Renaissance qui constitue un désastre pour la révolution prolétarienne. En société capitaliste, la plupart des techniciens supérieurs et des enseignants sont instruments de la bourgeoisie, des intellectuels bourgeois dont la conception du monde est bourgeoise. Dans l'intérêt de l'édification socialiste, le prolétariat «**ne peut ni bannir, ni détruire les intellectuels bourgeois**», il doit «**les transformer, les refondre, les rééduquer**» (V. Lénine: *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*). Mais avant qu'ils le soient effectivement, ils introduisent toutes les tares du parlementarisme bourgeois dans les rangs du prolétariat.

Les ouvriers privilégiés — c'est-à-dire les plus qualifiés, placés dans les meilleures conditions — eux forment encore cette couche supérieure relativement proche de la bourgeoisie dans l'ancienne société. Ils sont plus ou moins sérieusement contaminés par les pratiques bourgeoises. «**L'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les «embourgeoisait», leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des**

tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère.» (*La Faillite de la IIe Internationale*) Ainsi parle Lénine. Par son influence bourgeoise, cette couche supérieure de travailleurs corrompt constamment le prolétariat, lequel doit renforcer son sens de l'organisation et de la discipline afin de vaincre les maux hérités de la société bourgeoise et d'empêcher les habitudes pernicieuses de la bourgeoisie de pénétrer les institutions de l'Etat prolétarien. C'est ainsi que Lénine soulignait : **«Une centralisation absolue et la plus rigoureuse discipline du prolétariat sont une des conditions essentielles pour vaincre la bourgeoisie.»** (*La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»*)

Sous la direction du président Mao, notre parti a toujours attaché une grande importance à la rééducation idéologique des intellectuels bourgeois et à l'éducation idéologique des ouvriers et des paysans; et des résultats sensibles ont été obtenus en ce sens.

Cependant, on doit admettre qu'une longue période est encore nécessaire pour faire disparaître toutes les mauvaises pratiques de la société capitaliste. Dans notre pays, — le président Mao nous l'indique —, **«le style de vie bourgeois se manifeste au sein du prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'Etat et autres »**. Par conséquent, nous devons effectivement appliquer la ligne fondamentale du Parti, renforcer le sens de l'organisation et de la discipline du prolétariat, résister consciemment à la corrosion résultant de l'idéologie bourgeoise, transformer inlassablement notre conception du monde et rompre radicalement avec les vieilles idées traditionnelles, afin que partout, domine l'idéologie prolétarienne.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (10)

L'ouvrier n'a jamais été séparé de l'ancienne société par une muraille de Chine. Et il a conservé une bonne part de la psychologie traditionnelle de la société capitaliste. Les ouvriers construisent une société nouvelle, sans s'être transformés en hommes nouveaux, débarrassés de la boue du monde ancien; ils sont encore jusqu'aux genoux plongés là-dedans. Le nettoyage de cette boue ne peut être encore qu'un rêve. Ce serait l'utopie la plus fallacieuse de penser qu'on peut le faire sur-le-champ. Ce serait une utopie qui ne ferait que renvoyer le règne du socialisme aux calendes grecques.

Non, ce n'est pas ainsi que nous entreprenons l'édification du socialisme. Nous sommes sur le terrain de la société capitaliste, en luttant contre toutes les faiblesses, tous les défauts qui existent chez les travailleurs également et qui tirent le prolétariat par en bas.

V. Lénine: « Rapport au IIe congrès des syndicats de Russie » (Janvier 1919)

Q. : Pourquoi Lénine dit-il des ouvriers en train de construire une société nouvelle, socialiste, qu' « ils sont encore jusqu'aux genoux plongés » « dans la boue du monde ancien » ?

R. : La classe la plus révolutionnaire est la classe ouvrière. Pour édifier le socialisme, il faut s'appuyer sur elle, mobiliser son initiative et son esprit créateur. Sinon, on n'aboutira à rien. Et c'est ce que nous devons prioritairement saisir en étudiant ce passage. Mais les ouvriers ne vivent pas dans un bocal. Ils sont exposés aux influences de ces virus de la vieille société qui, sur les terrains économique, moral et psychologique, pullulent encore en société socialiste. Un grand nombre de travailleurs a vécu de longues années dans l'ancienne société. Ils y étaient petits producteurs. Il est tout naturel qu'ils soient imprégnés des préjugés propres aux petits producteurs et qu'ils demeurent marqués par les conceptions traditionnelles.

Voilà ce que Lénine veut dire, lorsqu'il déclare que les ouvriers sont plongés dans la boue du monde ancien. Ils s'en débarrassent dans la lutte pour édifier le socialisme, transformant le monde objectif et démantelant le terrain du capitalisme; en même temps, eux-mêmes se transforment et se révolutionnarisent de plus en plus sur le plan idéologique. Lénine le souligne : la classe ouvrière doit lutter contre toutes les faiblesses, tous les défauts qui la tirent par en bas.

Q. : Dans le contexte de la Chine, quelle portée pratique revêt l'étude de ce passage ?

R. : Bien que la réalité de notre société soit en partie différente de celle décrite ici par Lénine, dans son essence ce passage reste valable en Chine. Le président Mao a souligné par son importante directive sur la théorie de la dictature du prolétariat que **« le style de vie bourgeois se manifeste au sein du prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'Etat et autres »**. L'étude de la citation de Lénine peut nous aider à mieux comprendre cet enseignement, à mieux saisir l'importance que revêt dans le domaine idéologique l'exercice de la dictature sur la bourgeoisie; elle doit nous rendre plus conscients de l'obligation de transformer notre conception du monde. Le président Mao a dit: **« Quand s'édifie une société socialiste, tout le monde a besoin d'être rééduqué, les exploiters comme les travailleurs. Qui dit que la classe ouvrière n'a pas besoin d'être rééduquée ? La rééducation des exploiters et celle des travailleurs sont évidemment de deux types différents, et il ne faut pas les confondre. »** (*De la juste solution des contradictions au sein du peuple*)

Aujourd'hui, en étudiant la théorie de la dictature du prolétariat, les camarades ouvriers résistent consciemment à la corruption exercée par le style de pensée bourgeois, renforcent leur conscience politique et luttent énergiquement pour développer stabilité et unité, pour accélérer la révolution et l'édification socialistes.

Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en «parlementaires» ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement tous les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de «tâches» dans la production : il est particulièrement difficile d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme.

V. Lénine: *« Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets »* (Mars-avril 1918)

Q. : Comment se fait-il qu'il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en «parlementaires» ou en bureaucrates ?

R. : Le Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, instauré en Russie sous la direction de Lénine après la Révolution d'Octobre, est le pouvoir politique d'un Etat de dictature du prolétariat qui est foncièrement différent de celui d'un Etat bourgeois et de son parlement. Etant élus au scrutin universel par le peuple, les membres des Soviets sont responsables devant lui; c'est sous son contrôle qu'ils en sont les «serviteurs sociaux», et ils sont donc totalement différents des «parlementaires» — qui sont des bureaucrates bourgeois. Mais la suppression du pouvoir politique détenu par les classes exploiteuses ne signifie pas pour autant que la base de l'ancien régime ait été nettoyée. Leur bureaucratie et leur mercantilisme

terre à terre ne manqueront pas de contaminer, comme la peste, les institutions de l'Etat prolétarien. Les principes bourgeois de course à la célébrité, au gain, à la position et au pouvoir, tout cela demeure chez une partie des membres des Soviets. D'où la tendance petite-bourgeoise visant à les transformer en «parlementaires» ou en bureaucrates. Ce fléau, que Lénine avait stigmatisé, s'est largement répandu dans les organismes d'Etat de l'Union soviétique après que la clique renégate Khrouchtchev-Brejnev ait pris la direction du Parti et de l'Etat. Cette Union soviétique de dictature du prolétariat qu'avait fondée Lénine est donc devenue un pays de dictature de la grande bourgeoisie.

Q. : Pourquoi Lénine a-t-il proposé de faire participer pratiquement tous les membres des Soviets à la direction des affaires et tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays afin d'empêcher cette tendance ?

R. : C'est la nature de l'Etat de dictature du prolétariat — une dictature exercée par le prolétariat et par tout le peuple travailleur sur la minorité d'exploiteurs — qui le veut ainsi. Dans un tel Etat, le pouvoir appartient en effet à la classe ouvrière et au reste du peuple travailleur; et ceux-ci, en tant que maîtres du pays, se doivent de participer effectivement à la direction des affaires d'Etat. Lénine a largement commenté ce point en disant : La dictature du prolétariat **« est une dictature révolutionnaire », « un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative directe, venant d'en bas, des masses populaires »**. (« Sur la dualité du pouvoir ») Et il a ajouté: **« Un des principaux caractères scientifiques, politiques et pratiques de toute révolution véritable, c'est l'augmentation extraordinairement rapide, brusque, du nombre des petits bourgeois qui commencent à participer activement, personnellement, pratiquement, à la vie politique, à l'organisation de l'Etat. »** (« Les tâches du prolétariat dans notre révolution ») **« Combattre le bureaucratisme jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète, n'est possible que si toute la population participe à la gestion du pays. »** (« Le VIII^e congrès du P.C.(b)R. ») La participation des larges masses populaires à la gestion réelle du pouvoir d'Etat aide à resserrer les liens entre elles et les institutions d'Etat, à empêcher la bureaucratisation des cadres; elle peut permettre aussi aux organes gouvernementaux d'exercer à tous les niveaux une direction juste et de s'appuyer sur l'initiative des larges masses populaires pour appliquer énergiquement les principes et les mesures politiques du Parti et de l'Etat. C'est là une importante garantie contre la dégénérescence du Parti et de l'Etat.

Pour faire participer les larges masses à la gestion de l'Etat, Lénine a proposé en outre de faire fusionner les sections des Soviets — c'est-à-dire les départements du Comité permanent de l'Assemblée des membres des Soviets — et les commissariats — c'est-à-dire les ministères du gouvernement soviétique — ainsi que de bien noter, d'étudier, de systématiser et de codifier toutes mesures facilitant une telle participation. Tous ces efforts — qui constituent le prolongement et le développement de l'expérience de la Commune de Paris — sont extrêmement importants pour l'édification du pouvoir de l'Etat prolétarien.

Lorsqu'il a fait le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat, le président Mao a donné lui aussi une très grande importance à la participation des larges masses populaires à l'administration du pays. Il a écrit à cet égard que **« la réforme des organismes d'Etat, c'est essentiellement assurer leur liaison avec les masses »**. Cet enseignement nous a conduits, au cours de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, à créer de nombreux et heureux essais et formes de participation populaire à l'administration. Citons par exemple : les comités révolutionnaires à tous les échelons locaux; l'accession de la classe ouvrière à la superstructure et sa contribution à la lutte-critique-transformation; la prise en main des écoles et du commerce dans les campagnes par les paysans pauvres et moyens-pauvres, etc. Notre Constitution stipule que le peuple travailleur jouit sans exception des

droits démocratiques, et qu'il peut pleinement exercer son contrôle sur les cadres de l'Etat. Une telle clause doit effectivement permettre d'empêcher le personnel dans les organismes, et le pouvoir d'Etat, de dégénérer.

Q. : Pourquoi Lénine a-t-il insisté sur la nécessité de faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit; heures de «tâches» dans la production ?

R. : C'est pour souligner l'importance qu'il y a à faire participer directement le peuple travailleur à la gestion de l'Etat. C'est-à-dire pour permettre à tous les travailleurs de comprendre qu'ils sont maîtres de leur pays, qu'ils doivent agir en tant que tels, qu'ils doivent non seulement accomplir leur travail quotidien à la production, mais aussi s'intéresser aux affaires de l'Etat, et considérer comme leur devoir de prendre part à sa gestion. Il faut, pour que le socialisme soit vraiment solide, que les travailleurs contribuent consciemment à la gestion du pays.

Cette nécessité, que Lénine a soulignée ici, témoigne de l'esprit communiste — un esprit révolutionnaire qui consiste à travailler pour le communisme sans désir de rétribution, - et dont il a fait un vibrant éloge en ces termes: « **C'est une victoire sur notre propre routine, notre relâchement, notre égoïsme petit-bourgeois, sur ces habitudes que le capitalisme maudit a léguées à l'ouvrier et au paysan.** » («La grande initiative») L'édification du socialisme a besoin d'hommes nouveaux, socialistes; elle serait impossible avec des hommes médiocres, égoïstes. Si chacun, outre sa «part» de travail, accomplit gratuitement son devoir envers l'Etat, on peut dire que l'on a un modèle de conscience politique sans précédent, et que les concepts de propriété privée sont vaincus. Cela revêt une importance extrême pour la consolidation et le développement du système socialiste. (Cf. «La mission historique de la dictature du prolétariat», P.I., n° 11, 1975)

Nous n'avons nul besoin de membres du Parti pour la frime. Le seul parti gouvernemental au monde qui se préoccupe non pas d'augmenter le nombre de ses adhérents, mais d'élever leurs qualités, d'épurer le parti des «infiltrations», c'est notre parti, le parti de la classe ouvrière révolutionnaire. Nous avons procédé plus d'une fois à des enregistrements pour chasser du Parti les «éléments frauduleusement accointés», pour ne laisser au Parti que les gens conscients et sincèrement dévoués au communisme. Nous avons utilisé les mobilisations au front et les samedis communistes afin de débarrasser le Parti de ceux qui ne veulent que «profiter» des avantages que confère la situation de membre du parti gouvernemental, qui ne veulent pas se donner la peine de travailler avec abnégation pour le communisme.

V. Lénine: « *L'Etat ouvrier et la semaine du Parti* » (Octobre 1919)

Q. : Quelle est l'idée maîtresse de cette citation ?

R. : La dictature du prolétariat est exercée par les masses sous la conduite du Parti communiste — qui est l'avant-garde du prolétariat. La lutte de classe qui se déroule dans la société se reflète nécessairement au sein du Parti, où l'ennemi de classe se glisse et d'où il

attire certains membres pour manœuvrer de l'intérieur et essayer de renverser cette dictature. Par conséquent, la consolidation de celle-ci demande avant tout de renforcer sans arrêt la structuration du Parti, de consolider ses rangs, afin qu'il forme une authentique avant-garde, dynamique, capable de conduire le prolétariat et toutes les masses révolutionnaires dans le combat contre l'ennemi de classe. C'est pour cela que dans la lutte pour la défense de la dictature du prolétariat qui a suivi la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine a mis tout particulièrement l'accent sur la nécessité de continuer à renforcer l'édification du Parti, à améliorer les qualités de ses membres, à purifier ses échelons et à le rendre plus combatif. L'étude de cet enseignement de Lénine présente un intérêt pratique capital au moment où nous sommes engagés dans la lutte pour consolider la dictature du prolétariat.

Q. : Pourquoi notre parti — le parti de la classe ouvrière révolutionnaire — est-il le seul parti gouvernemental du monde qui se préoccupe non d'augmenter le nombre de ses adhérents, mais d'élever leur valeur, d'épurer le parti des « infiltrations » ?

R. : Cela tient à la nature de classe du Parti. Tout parti bourgeois sert ses propres intérêts et reflète la nature vile de la classe exploiteuse; il peut se montrer dynamique et révolutionnaire avant sa prise du pouvoir, au cours de la révolution démocratique placée sous sa direction, et durant une courte période après la prise du pouvoir. Mais peu après, lorsqu'il lutte contre le prolétariat et le peuple travailleur, il se transforme en son contraire — il devient réactionnaire. C'est pourquoi le parti bourgeois au pouvoir ne peut que tomber dans la corruption, devenir un nid de spéculateurs, de politiciens réactionnaires, de bureaucrates et de toutes sortes de canailles. Le parti prolétarien révolutionnaire est à ses antipodes : avant-garde du prolétariat, il œuvre aux seuls intérêts du peuple, sans rechercher son propre profit. Le prolétariat a pour mission historique d'éliminer définitivement toute exploitation de classe, et de réaliser la société communiste sans classes. Par conséquent, pour un parti prolétarien, prendre le pouvoir et se faire parti gouvernemental ne représente pas le terme, mais un nouveau point de départ pour la révolution, dont le chemin sera encore plus long et les tâches plus dures, plus belles encore. Cette perspective demande au parti prolétarien de devenir encore plus combatif, à ses membres de se dévouer à la révolution — et non point de viser à être des fonctionnaires —, de garder toujours ce style de travail fait de vie simple et de lutte ardue. Une fois au pouvoir, le parti prolétarien voit s'infiltrer dans ses rangs non seulement les ennemis de classe qui vont tout tenter pour le saboter, mais aussi des arrivistes et des gens pour lesquels l'appartenance au parti gouvernemental ne représente que les avantages à en tirer. C'est pourquoi il faut veiller très attentivement à la qualité des membres du Parti et à l'homogénéité de ses organisations.

En édifant le Parti bolchevique de Russie, Lénine avait toujours prêté une grande attention à la valeur de ses membres et il avait contré toute tendance à rechercher le nombre au détriment de la qualité. Dès les débuts de la création du Parti, il avait stigmatisé l'absurdité que préconisaient les opportunistes mencheviks qui — confondant avant-garde du prolétariat et simples organisations de masses — auraient voulu que « chaque gréviste soit autorisé à se déclarer membre du Parti » et que « plus on fait connaître le nom de communiste, mieux cela vaut ». Avec la victoire de la Révolution d'Octobre, le Parti communiste de Russie accéda donc au pouvoir; et Lénine s'attacha encore davantage à élever la qualité des membres du Parti. En vertu d'une résolution du VIII^e congrès du P.C.(b)R., les organisations du Parti lancèrent en 1919 une semaine du Parti destinée à prendre dans leurs rangs les éléments d'avant-garde véritablement dévoués à la cause du prolétariat, qui surgissaient au cours de la lutte révolutionnaire. En même temps, elles faisaient procéder à des réinscriptions pour chasser du Parti les membres qui répondent mal aux conditions requises, les « éléments frauduleusement accointés ». C'est en commentant cela que Lénine a écrit le passage cité plus

haut. Et il déclarait en outre que « **nous n'avons nul besoin de membres du Parti pour la frime** ». Pourquoi ? Pour une raison très simple: « **ce n'est pas pour la publicité, mais pour un travail sérieux que nous avons besoin de nouveaux membres** ». (V. Lénine: «L'Etat ouvrier et la semaine du Parti») Des membres du Parti pour la frime, c'est-à-dire ceux qui ne possèdent pas les conditions requises pour adhérer au Parti; qui ne sont pas à la hauteur des tâches militantes du prolétariat; qui — pis encore — introduisent dans le Parti un tas d'idées non prolétariennes, y répandent un style et des pratiques provenant des classes exploiteuses. Si le nombre de membres de ce genre augmentait, le Parti cesserait d'être l'avant-garde du prolétariat — et il dégénérerait graduellement.

Le président Mao a prolongé, développé les concepts marxistes-léninistes concernant l'édification du Parti. Il a demandé, dans le cadre de la dictature du prolétariat, de veiller à « **rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau** », et que « **le Parti doit être composé d'éléments avancés du prolétariat** ». Avec ses instructions récentes touchant la théorie de la dictature du prolétariat, il a indiqué qu'une partie des communistes donnait aussi naissance à une bourgeoisie. Par conséquent, tout candidat au Parti doit avoir des motifs corrects et faire de son mieux pour se conformer au critère de membre du Parti. Tout communiste doit, en toute conscience et sans relâche, transformer sa conception du monde, résister opiniâtrement à la corruption provenant de la bourgeoisie pour mériter le nom de combattant d'avant-garde qui poursuit la révolution sous la dictature du prolétariat.

Q. : Pourquoi Lénine tenait-il à ce qu'on se serve de la mobilisation sur le front et des samedis communistes pour débarrasser le Parti de ses membres indignes ?

R. : C'est pour que le Parti s'édifie et se consolide au feu de la lutte. « **Ceux qui ne veulent que «profiter» des avantages que confère la situation de membre du parti gouvernemental, qui ne veulent pas se donner la peine de travailler avec abnégation pour le communisme** », sont difficilement repérables en période de paix et dans le travail quotidien; seules des circonstances difficiles, une lutte sérieuse, permettent de bien mettre à l'épreuve les membres du Parti. Ceux qui n'en possèdent pas les qualités ne peuvent subir une telle expérience, ne sont visiblement pas capables d'être communistes, et doivent donc en être exclus. Quant aux communistes imparfaits, il leur est loisible d'apprendre par la lutte à renforcer leurs qualités. Ainsi les membres du Parti deviendront-ils « **les gens conscients et sincèrement dévoués au communisme** » et le Parti se fera-il plus homogène, plus solide.

L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures du mouvement ouvrier, c'est un socialisme non prolétarien, mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes.

V. Lénine: « *Ile congrès de l'Internationale communiste* » (Juillet-août 1920)

Q. : Pourquoi l'opportunisme est-il notre ennemi principal ?

R. : C'est surtout parce qu'il atteint gravement la cause révolutionnaire du prolétariat et qu'il la met en péril. L'opportunisme représente un courant d'idées bourgeoises et antimarxistes dans le mouvement ouvrier. Ses chefs de file sont les agents de la bourgeoisie infiltrés dans les

rangs de la révolution prolétarienne, ainsi que les factions opportunistes, commandos politiques de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Pour saper celui-ci, une méthode qu'emploie la bourgeoisie consiste à prélever une infime partie des énormes surprofits que lui ont procurés exploitation et pillage, pour acheter avec cela les éléments de la couche supérieure minoritaire parmi les ouvriers; elle entretient ainsi une aristocratie ouvrière dont elle fait des opportunistes qui, au sein du mouvement ouvrier, serviront ses intérêts. Se prétendant alors représentants de la classe ouvrière, ces opportunistes s'efforcent en réalité d'appliquer une ligne politique répondant aux besoins de la bourgeoisie — il s'agit de sauvegarder par tous les moyens le capitalisme, de s'opposer à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat. En répandant des idées bourgeoises dans le prolétariat, en minant sa combativité, en torpillant l'union et l'unité des rangs de la révolution, ils visent à disloquer le mouvement ouvrier. Du « socialisme » ils en parlent, mais c'est en fait « le socialisme bourgeois », autrement dit le capitalisme déguisé en socialisme. C'est de l'intérieur qu'on enlève le plus facilement une forteresse. Sous l'habit révolutionnaire, les opportunistes peuvent donc, dans une certaine mesure, tromper les gens et jouer un rôle dont la bourgeoisie ne peut se charger ; aussi sont-ils meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes — d'autant plus que les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, renversés, ont perdu tout crédit dans la société, et que le prolétariat au pouvoir, la révolution socialiste progresse régulièrement.

C'est lorsque le marxisme s'est largement répandu au sein du mouvement ouvrier que les opportunistes usurent son nom pour le « réviser », en altérer la qualité de façon à le vider de son contenu. Ainsi naît le révisionnisme. A l'époque historique du socialisme, opportunistes et révisionnistes — comme ceux de la clique renégate Khrouchtchev-Brejnev à l'extérieur, et ceux de Liu Chao-chi, Lin Piao et consorts en Chine — représentent non seulement les propriétaires fonciers et la bourgeoisie renversés, mais aussi la nouvelle génération de bourgeois. Ces gens-là au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir, et l'on ne peut qu'aller à un retour au capitalisme dans tout le pays. Sous la direction du président Mao, l'ensemble du Parti, de l'armée et du peuple a mené une longue lutte contre ces déviationnistes de tout acabit. En faisant le bilan de l'expérience acquise par notre parti au cours de dix grandes luttes entre les deux lignes, et surtout de celle acquise en écrasant la clique antiparti de Lin Piao, le président Mao a formulé un principe fondamental en trois points : « **pratiquer le marxisme et non le révisionnisme; travailler à l'unité et non à la scission; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues** ». Ce principe est très important, en ce sens qu'il nous permet de mieux distinguer le vrai marxisme du faux, de lutter résolument contre l'opportunisme, le révisionnisme, et de mener jusqu'à son terme la grande œuvre qu'est la consolidation de la dictature du prolétariat.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (11)

La bourgeoisie est vaincue chez nous, mais elle n'est pas encore entièrement extirpée, anéantie ni même tout à fait brisée. Aussi, une forme nouvelle, supérieure, de lutte contre la bourgeoisie s'inscrit à l'ordre du jour : il s'agit de passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue : créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau. Il est évident que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme.

V. Lénine: « *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* »- (Mars-avril 1918)

Q. : Comment comprendre l'idée maîtresse de cette citation ?

R. : Essentiellement qu'après la prise du pouvoir et l'expropriation fondamentale des moyens de production de la bourgeoisie, le prolétariat a pour tâche centrale de lutter pour « **créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau** ». Tâche capitale, car si elle n'est pas menée à bien, c'est la restauration du capitalisme à tout instant possible.

Q. : Pourquoi est-elle beaucoup plus complexe, beaucoup plus ardue, et pourquoi constitue-t-elle une forme supérieure de lutte contre la bourgeoisie ?

R. : Pour comprendre cette question, il faut tout d'abord connaître la nature et les caractéristiques de la société socialiste qui, issue de la société capitaliste, porte les marques de l'ancienne société dans les domaines économique, moral et spirituel. Les classes continuent d'y exister. De même que les contradictions et la lutte entre elles, les vestiges de la propriété privée et la tendance spontanée des petits producteurs au capitalisme. Et également les influences de la bourgeoisie, les forces de l'habitude léguées par l'ancienne société, ainsi que le droit bourgeois qui se manifeste dans la répartition, l'échange et dans d'autres domaines, etc. Autant d'éléments qui permettent la survivance de la vieille génération de propriétaires fonciers et de bourgeois, et qui constituent un terrain propice à la formation de nouveaux éléments bourgeois.

« **C'est pourquoi**, nous a dit le président Mao, **si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste.** » Pour réunir les conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se recréer, il faut être fidèle à une ligne correcte, marxiste-léniniste; il faut exercer une dictature totale sur la bourgeoisie, sur les plans économique mais aussi politique, idéologique, culturel, et autres. Il faut, pour y parvenir, mener une révolution socialiste radicale dans tous les domaines. Il faut critiquer inlassablement le révisionnisme, la propension au capitalisme et les idées émanant du droit bourgeois; et enfin éliminer graduellement toutes les survivances de la vieille société. La création de telles conditions ne se fait que sous la dictature du prolétariat, qui peut vaincre définitivement la bourgeoisie et finalement supprimer toutes les classes. Bien entendu, il s'agit là d'une forme supérieure de lutte, d'une tâche beaucoup plus complexe, beaucoup plus ardue que la simple expropriation des capitalistes. On ne peut l'accomplir d'un seul coup; elle se fera progressivement, à travers une lutte prolongée et profonde qui sera menée sur tous les fronts, à la lumière de la théorie marxiste-léniniste touchant l'union de la révolution continue et du développement par étapes, de la révolution.

Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploiters, les propriétaires fonciers et les capitalistes, non seulement abolir leur propriété: il faut encore abolir toute propriété privée des moyens de production; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne, que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une œuvre de longue haleine.

V Lénine: « *La grande initiative* » (Juin 1919)

Q. : Pourquoi la suppression totale des classes doit-elle impliquer l'abolition de toute propriété privée des moyens de production ? Comment devons-nous envisager cette situation en Chine à l'étape actuelle de notre développement ?

R. : La propriété privée constitue la source de l'apparition des classes. Leur suppression totale implique donc l'abolition de la propriété des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie et aussi de toute propriété privée des moyens de production; c'est-à-dire y compris celle des petits producteurs. Car cette dernière suscite chaque jour et à chaque instant une différenciation en deux pôles. Ces petits producteurs, il faut les rééduquer, les transformer, les libérer du joug de la propriété privée, les conduire fermement sur la voie de la collectivisation socialiste.

En Chine, la propriété des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie est abolie, et celle des petits producteurs est pour l'essentiel transformée — il y existe deux systèmes de propriété socialiste: propriété du peuple entier et propriété collective des masses travailleuses. Néanmoins, à l'étape actuelle il reste encore dans l'industrie, l'agriculture et le commerce une partie infime de petite propriété privée. Notre Constitution d'ailleurs prévoit que « l'Etat permet aux travailleurs individuels non agricoles d'exercer, dans les limites autorisées par la loi et sans exploiter autrui, une activité individuelle, conformément aux dispositions d'ensemble prises par les organisations de quartier dans les villes et les bourgs, ou par les équipes de production des communes populaires rurales. Il convient en même temps de les guider afin qu'ils prennent graduellement la voie de la collectivisation socialiste. » Et que « dans les conditions où sont assurés le développement et la prépondérance absolue de l'économie collective des communes populaires, les membres de celles-ci peuvent cultiver de petites parcelles réservées à leur propre usage et se livrer dans

des limites restreintes à des occupations subsidiaires familiales; dans les régions d'élevage, les membres peuvent posséder un petit nombre de têtes de bétail à titre individuel. » Toutes mesures absolument nécessaires au stade actuel et indiquant sans équivoque qu'est licite aujourd'hui l'existence d'une partie infime de petite propriété privée. Mais propriété privée qu'il faut contenir dans les limites définies par la politique du Parti et par les lois de l'Etat; on doit à tout moment prévenir une tendance au capitalisme visant à exploiter autrui; on doit constamment contrer toute atteinte à la prépondérance absolue de l'économie collective — une telle disposition concourt encore à l'épanouissement économique des villes et des campagnes; abolir complètement cette petite propriété privée demandera encore pas mal de temps.

Q. : Pourquoi la suppression intégrale des classes implique-t-elle non seulement d'effacer la différence entre ville et campagne, mais aussi celle entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels ?

R. : Les deux différences ici mentionnées par Lénine s'ajoutant à celle existant entre l'industrie et l'agriculture — à laquelle Marx, Engels et Lénine ont fait fréquemment référence — constituent les trois écarts (ou les trois différences) auxquelles nous faisons d'ordinaire allusion. Etroitement imbriqués aux classes, ils sont, en société de classe, le reflet de la différence existant entre ces classes et de leur antagonisme. En société capitaliste, ils atteignent un degré conflictuel aigu. Mais en société socialiste, grâce à la mise en place de la propriété publique socialiste des moyens de production et à l'élimination du système d'exploitation, l'antagonisme entre industrie et agriculture, entre ville et campagne et entre travail intellectuel et travail manuel a déjà disparu. Ce qui ne signifie pas que ces différences n'existent plus — le droit bourgeois qui les manifeste survit, lui, inévitablement. Ces éléments constituent encore le terrain générateur du capitalisme et de la bourgeoisie.

Par exemple, certains font grand cas de l'industrie et méprisent l'agriculture. D'autres veulent rester en ville au lieu d'aller s'installer en région rurale. D'autres encore, qui possèdent un savoir et maîtrisent des techniques, méprisent les tâches manuelles et le peuple travailleur jusqu'à prétendre se situer au-dessus de lui. Profitant de ces différences, la bourgeoisie et ses représentants tentent de disloquer l'alliance ouvriers-paysans, essayent de saboter la cause du socialisme, cherchent à étendre les facteurs capitalistes existant dans la ville et la campagne, afin de faire apparaître de nouveaux éléments bourgeois et des aristocrates intellectuels. D'ailleurs, l'élargissement actif de ces différences est l'un des moyens utilisés par la clique renégate Khrouchtchev-Brejnev pour restaurer intégralement le capitalisme en Union soviétique. Par conséquent, les élargir ou les réduire constitue en société socialiste l'un des éléments-clés de la lutte entre les deux classes et entre les deux lignes. Il faut les restreindre graduellement et finalement les faire disparaître afin d'approfondir la révolution socialiste, vaincre radicalement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, afin de supprimer enfin entièrement toutes les classes.

Dans ce sens, sous la direction du président Mao, le Parti communiste chinois a adopté une série de mesures révolutionnaires. Par exemple, la mobilisation de l'ensemble du Parti pour développer l'agriculture; le soutien actif apporté à l'agriculture, par l'industrie et tous les autres secteurs d'activité; l'appel aux cadres, ouvriers, paysans, travailleurs du commerce, étudiants et soldats à suivre la voie du « 7 Mai »; la participation des cadres au travail collectif de production; l'envoi de jeunes ouvriers, paysans et soldats dans les établissements d'enseignement supérieur; l'installation des jeunes instruits dans les régions rurales; la formation de groupes d'étude de la Théorie parmi les ouvriers; les paysans et les soldats, etc. Tout ceci est lourd de signification pour la réduction progressive de ces trois différences :

entreprise de longue baleine, il faut que nous persistions dans cette voie, fermement et en toute conscience, au cours des périodes à venir.

Les éléments «communistes» ne commencent que lorsque apparaissent les samedis communistes, c'est-à-dire le travail de certaines personnes au profit de la société à une large échelle, travail sans rémunération et dont les normes n'ont été instituées par aucun pouvoir, ni aucun Etat. Ce n'est pas l'aide au voisin qui a toujours existé à la campagne, mais un travail exécuté pour les besoins de la nation tout entière, organisé à une large échelle et sans rémunération. Il serait donc plus juste d'appliquer le mot de «communiste» non seulement au nom du Parti, mais exclusivement aussi aux phénomènes économiques de notre vie qui réalisent véritablement le communisme. Si dans le régime actuel de la Russie il y a quelque chose de communiste, ce ne sont que les samedis communistes, le reste n'étant que la lutte contre le capitalisme pour consolider le socialisme, d'où devra naître après sa victoire totale ce communisme que nous observons dans les samedis communistes, non pas tiré des livres, mais dans la réalité vivante.

V. Lénine: « *Rapport sur les samedis communistes* » (Décembre 1919)

Q. : Qu'est-ce que c'était les « samedis communistes » ?

R. : Ils sont apparus en 1919, lorsque les cheminots de la ligne Moscou-Kazan ont pris l'initiative de retrancher chaque jour une heure de leur repos afin de totaliser ce temps pour fournir d'affilée au socialisme six heures de travail, sans rétribution, l'après-midi du samedi (normalement chômé selon la stipulation d'alors).

Au cours de l'été, le nouveau pouvoir des Soviets traversait une période difficile face à l'intervention armée des impérialistes et à la rébellion armée des contre-révolutionnaires dans le pays. C'est alors que les communistes et les éléments actifs de la section d'administration du chemin de fer Moscou-Kazan, en réponse à l'appel du Comité central du Parti communiste (bolchevik) de Russie, qui demandait un « travail sur le mode révolutionnaire », prirent l'initiative d'organiser les « samedis communistes » sans rémunération pour soutenir le front et défendre les acquis de la Révolution d'Octobre. Lénine accorda tout de suite une haute appréciation à cette nouvelle chose révolutionnaire en la désignant comme une « **grande initiative** ». Il fit l'éloge de l' « **esprit d'héroïsme** » et « **d'initiative** » des ouvriers. C'est « **quelque chose de communistes** », dit-il, et « **chaque communiste, quiconque veut demeurer fidèle aux principes du communisme, doit orienter tous ses efforts, toute son attention, pour aider à la compréhension de ce phénomène et à sa mise en pratique** ». (« Rapport sur les samedis communistes »). Attention et soutien, grâce auxquels ils se généralisèrent rapidement dans de nombreuses villes de Russie.

Q. : Mais en quoi ces samedis ont-ils quelque chose de communiste ?

R. : Le communisme est un régime dans lequel les hommes ont pris l'habitude de remplir leurs obligations sociales sans qu'il soit nécessaire de recourir à des appareils spéciaux de

coercition, et où le travail sans rémunération — au profit des intérêts publics — est devenu phénomène ordinaire.

Il est impossible que cette pratique soit générale en société socialiste. Certes, alors que sont instaurées la dictature du prolétariat et la propriété publique socialiste des moyens de production, la classe ouvrière et les autres travailleurs sont devenus maîtres de l'Etat. Et la finalité du travail étant radicalement changée, ils ne travaillent plus au profit des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie ou d'autres classes exploiteuses, mais pour leur propre pays et l'ensemble de la société. Cependant, puisqu'elle est issue de la société capitaliste, dans tous les domaines cette société socialiste en porte inévitablement des vestiges. Le travail requiert encore des normes, implique des récompenses et demeure toujours en partie un gagne-pain. L'Etat doit définir des règlements fixant la quantité et la rémunération du travail à fournir et prévoyant le contrôle du travail. C'est pourquoi, dans la mesure où ils ont foncièrement brisé le concept étroit du droit bourgeois réglant le principe dit « à quantité égale de travail, quantité égale de récompense », ces « samedis » contiennent quelque chose de communiste. Entièrement basés sur une conscience politique élevée et la réalisation d'un travail conscient et gratuit au profit de la société, ils correspondent à l'esprit communiste. (Cf. « La mission historique de la dictature du prolétariat », *P.I.*, n° 11, 1975)

La société socialiste est une période où se déroule la lutte entre le communisme grandissant et le capitalisme moribond. Il est certain qu'au cours de son développement des nouveautés contenant des éléments communistes ne cessent d'y apparaître. Elles représentent l'orientation de l'histoire. Et ce n'est qu'en les soutenant activement et en combattant les choses périmées qu'on peut consolider la dictature du prolétariat, vaincre complètement le capitalisme et créer les conditions pour la réalisation du communisme. La chaleur de l'éloge et le puissant soutien que Lénine témoigne aux « samedis communistes » dès leur apparition nous fournissent un éminent exemple quant à la manière de considérer correctement les choses nouvelles et révolutionnaires.

La révolution que nous avons commencée, que nous réalisons depuis deux ans déjà et que nous sommes fermement décidés à mener jusqu'au bout (*applaudissement*), cette révolution n'est possible et réalisable qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes, des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les possédants, de tous les propriétaires, de haut en bas, apparaisse une nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'Etat, dans toute l'édification de l'Etat, dans toute la direction de la vie nouvelle.

V. Lénine: « *Rapport au IIe congrès des syndicats de Russie* » (Janvier 1919)

Q. : Comment comprendre cette citation ?

R. : Ce que Lénine veut ici mettre en relief c'est que le prolétariat doit résolument mener jusqu'au bout la révolution socialiste, et qu'une telle chose est tout à fait possible. Le principal est qu'il prenne fermement en main le pouvoir conquis, remplace totalement, dans tous les domaines de l'Etat, et de haut en bas, la domination de la bourgeoisie par sa propre direction en exerçant une dictature intégrale sur la bourgeoisie. Ce qui signifie que le pouvoir de

direction dans tous les secteurs doit être effectivement entre ses mains, entre celles de marxistes. Question fondamentale pour savoir si l'on mènera jusqu'au bout la révolution socialiste.

Après avoir renversé la domination de la bourgeoisie et conquis le pouvoir d'Etat, le prolétariat doit encore mener graduellement une révolution conséquente et systématique de la base économique jusqu'à la superstructure. Or cette entreprise se heurte à une résistance farouche de la bourgeoisie, qui, renversée, occupe néanmoins encore des positions dans un certain nombre d'endroits, en particulier dans divers domaines de la superstructure. Tout en cherchant à trouver puis à former au sein du Parti ses agents parmi les opportunistes et les révisionnistes, elle s'efforce d'en usurper la direction ainsi que celle de divers domaines d'Etat. En conséquence, le prolétariat doit exercer une dictature renforcée, puissante et totale, afin de mener à son terme la révolution socialiste. Ce qui implique que le pouvoir à tous les échelons soit entièrement entre ses mains. Que sur les plans politique, économique, idéologique, culturel et de la vie sociale il occupe toutes les positions, dans l'ensemble du pays. Et, parallèlement, qu'il supprime les « domaines héréditaires » de la bourgeoisie et des esclavagistes capitalistes — entendons par là les exploiters possédant des terres, des usines, des mines ou des banques —, des intellectuels bourgeois et de tous les possédants. En dirigeant le peuple chinois dans la lutte pour la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, le président Mao a avancé une série de directives importantes dans ce sens : **« Le prolétariat doit exercer, dans tous les domaines, sa dictature sur la bourgeoisie au niveau de la superstructure, y compris les divers secteurs de la culture »**; **« la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout »**; et cette dictature **« doit se réaliser dans chaque usine, chaque village, chaque organisme et chaque école »**. C'est poursuivre et développer, en théorie comme en pratique, les thèses de Lénine.

(A suivre)

Matériel de référence pour l'étude

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat» — Questions et réponses (12)

Voici le dernier de cette série d'articles.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

K. Marx : « *Critique du programme de Gotha* » (Avril-début mai 1875)

Q. : La dominante de cette citation ?

R. : La transition du socialisme au communisme et la mise en pratique du principe dit : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », impliquent la réalisation de trois conditions :

(1) La disparition de l'ancienne division sociale du travail — qui entraînera alors celle de la différence entre le travail intellectuel et le travail manuel;

(2) Le travail devenu premier besoin vital;

(3) Un extrême développement des forces productives et une énorme abondance de produits.

Marx souligne, en parlant des liens entre sociétés socialiste et communiste, que la première n'est qu'une transition révolutionnaire vers la seconde, et que l'on ne peut éliminer le droit bourgeois, réaliser le principe mentionné plus haut, et enfin pénétrer dans la grande époque du communisme, qu'après avoir réuni certaines conditions. Ce qui est foncièrement énoncer la théorie de la liaison entre révolution continue et développement de la révolution par étapes.

Nous, en partisans de la théorie marxiste de la révolution continue, nous estimons que les choses et les phénomènes évoluent sans discontinuer; il ne peut y avoir — et il n'est pas permis qu'il y ait — une muraille entre le socialisme et le communisme : nous avons à poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat sans jamais nous arrêter en route. En même temps, en partisans de la théorie marxiste du développement de la révolution par étapes, nous considérons que les différents stades du développement représentent autant de changements qualitatifs des choses. Il ne faut donc pas confondre des moments de nature différente, ni brûler une étape du développement historique — en cherchant à y entreprendre ce qui n'est pas encore réalisable dans le moment.

Il en est ainsi du droit bourgeois qui existe encore en société socialiste. Nous devons retenir qu'il faut réduire ce « défaut » de l'ancienne société, minimiser son rôle négatif, créer activement les conditions propices à son élimination future, et ne jamais en renforcer ni en élargir le champ. Néanmoins, nous devons être conscients qu'il faut l'accepter et l'utiliser, en raison du rôle historique qu'il est encore présentement appelé à jouer, et non prétendre le faire « disparaître », un beau jour, d'un trait de plume. Or l'admettre, l'utiliser ou le restreindre n'a pour seul objectif que de consolider la dictature du prolétariat, de développer l'œuvre du socialisme, de prévenir la restauration du capitalisme et de garantir la victoire absolue du socialisme sur le capitalisme.

Ainsi à la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao, les mesures politiques du Parti communiste chinois — et la Constitution et les lois de notre Etat — corroborent toutes le principe marxiste de la liaison entre révolution continue et développement de la révolution par étapes.

Q. : Mais comment comprendre ces trois conditions ?

R. : (1) « **Quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel** » — on peut dire que cela signifie avoir alors éliminé les trois différences. C'est-à-dire toutes les différences de classes.

« **L'asservissante subordination des individus à la division du travail** » désigne l'ancienne division sociale du travail qui rivait les hommes pour la vie à certains métiers. C'est cette division qui a engendré les trois écarts : entre industrie et agriculture, entre ville et campagne, entre travail intellectuel et travail manuel — le principal étant la séparation et l'opposition entre les deux sortes de travail. Voilà « **l'une des principales sources de l'inégalité sociale contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production [. . .] ne peut en aucune façon tarir d'emblée** ». (Lénine : *L'Etat et la révolution*)

Citons encore Engels pour mieux cerner cette question : « **Tant que le travail humain était encore si peu productif qu'il ne fournissait que peu d'excédent au-delà des moyens de subsistance nécessaires, l'accroissement des forces productives, l'extension du trafic, le développement de l'Etat et du droit, la fondation de l'art et de la science n'étaient possibles que grâce à une division renforcée du travail, qui devait forcément avoir pour fondement la grande division du travail entre les masses pourvoyant au travail manuel simple et les quelques privilégiés adonnés à la direction du travail, au commerce, aux affaires de l'Etat et plus tard aux occupations artistiques et scientifiques. La forme la plus simple, la plus naturelle, de cette division du travail était précisément l'esclavage.** » « **Seul, l'énorme accroissement des forces productives atteint par la grande industrie permet de répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception, et par là, de limiter le temps de travail de chacun, de façon qu'il reste à tous**

suffisamment de temps libre pour prendre part aux affaires générales de la société, — théoriques autant que pratiques », dit-il avant d'ajouter que c'est seulement à ce moment-là que **« toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue ».** (*Anti-Dühring*)

En société socialiste existent encore l'ancien état de division du travail et les trois différences, de même que l'inégalité émanant du droit bourgeois qui les reflète. Il est donc possible que la bourgeoisie et le capitalisme réapparaissent. Pour diminuer graduellement ces différences, pour que les travailleurs s'emparent des connaissances, pour que les intellectuels fassent corps avec les travailleurs, pour que tous deviennent travailleurs cultivés ayant une conscience socialiste, nous avons arrêté plusieurs mesures révolutionnaires : la révolution dans l'enseignement et dans les autres secteurs culturels, la participation des cadres au travail collectif de production, l'installation des jeunes instruits dans les campagnes, l'appel dans différents secteurs d'activité à s'engager sur la voie du « 7 Mai », etc. Il est certain qu'avec l'approfondissement constant de la révolution socialiste et le puissant développement de notre édification socialiste, nous créerons graduellement, par des efforts prolongés, les conditions pour la liquidation totale du morcellement de l'ancienne division du travail, et pour la disparition des trois différences.

(2) **« Le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital. »** Cela signifie, par l'essor vigoureux de la nouvelle conscience idéologique, être totalement débarrassé idéologiquement et moralement des « stigmates » de l'ancienne société. Chose en général impossible à l'étape du socialisme. A l'exception d'un nombre infime d'éléments politiquement avancés. Parce que l'on doit encore y appliquer le principe « à chacun selon son travail ». Et imposer un strict contrôle sur le travail de production et la consommation. Seules la politique toujours placée au poste de commandement, la constante éducation idéologique et une évolution des mentalités personnelles peuvent généraliser une conception du travail envisagé comme premier besoin vital. En même temps, les innovations et la révolution techniques sont indispensables pour développer sans cesse la productivité du travail.

Le considérable essor du niveau de conscience communiste et l'expansion formidable de la productivité du travail social sont les deux facteurs conduisant à ce que **« de fardeau qu'il était, le travail devienne un plaisir ».** (F. Engels : *Anti-Dühring*)

(3) **« Avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance. »** C'est dire qu'avec le haut degré du développement des forces productives, l'abondance extrême des produits pourra totalement répondre à la plénitude des besoins de chaque membre de la société. Si Marx fait du développement multiple des individus la prémisses de l'accroissement des forces productives, c'est pour souligner l'importance du facteur humain. Ou comme dit antérieurement : **« Le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même. »** (*Misère de la philosophie*) Nous pouvons constater que ces trois conditions sont unifiées et connexes, par conséquent inséparables.

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

K. Marx et F. Engels : « *Manifeste du parti communiste* » (Février 1848)

Q. : Pourquoi les objectifs des communistes « **ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé** » ?

R. : Cette thèse est fondée sur l'analyse scientifique de la nature de l'Etat — produit de contradictions de classes inconciliables et instrument d'oppression d'une classe par une autre. Par lui-même, il en est la violence. L'appareil de domination coercitive. « **Un pouvoir de répression** » (F. Engels : *Anti-Dühring*). Dans l'histoire, toutes les classes dominantes ont recouru à la violence pour maintenir leur domination. A chaque exacerbation des contradictions de classes et de la lutte de classes elles ont renforcé leurs « détachements spéciaux d'hommes armés », afin d'intensifier leur répression contre les classes dominées. A l'époque impérialiste, la monopolisation de l'économie rend la bourgeoisie politiquement plus réactionnaire encore, la contraint à multiplier les efforts pour renforcer son appareil d'Etat. Ainsi aujourd'hui où, pour réprimer leurs peuples et piller les autres peuples du monde, les deux supergrands gonflent leur appareil de violence contre-révolutionnaire jusqu'à un stade terrifiant.

Par conséquent, l'abolition de l'ancien système impose aux classes révolutionnaires de recourir à la force révolutionnaire pour substituer leur domination à celle des classes réactionnaires. Pour totalement démanteler le système d'exploitation, le prolétariat doit écraser l'appareil d'Etat de la domination brutale de la bourgeoisie par la force révolutionnaire. Puis la soumettre à sa propre domination par son propre appareil d'Etat. C'est-à-dire remplacer le « **pouvoir de répression** » de la bourgeoisie par le sien. Cette force révolutionnaire est « **l'accoucheuse de toute vieille société en travail** » (K.Marx : *Le Capital*). Thèse dont toute l'histoire du mouvement communiste international a pleinement prouvé l'exactitude.

Que ce soit avant ou après la prise du pouvoir, la force révolutionnaire est toujours indispensable au prolétariat. Car bien que battu à l'intérieur du pays, l'ennemi est toujours là. Il ne se résigne pas. Il cherche à tout moment à renverser la dictature du prolétariat et à restaurer le capitalisme. Il lui reste des liens internationaux étendus. Il conserve des relations sociales dans le pays. Et sur le plan international, l'impérialisme et le social-impérialisme tentent à chaque instant d'agresser et de mener des activités de subversion contre les pays de dictature du prolétariat. Pour briser tout ça, le prolétariat vainqueur doit donc toujours conserver fermement en main la force révolutionnaire — l'arme qu'il ne doit jamais quitter, tant qu'existent les classes et la lutte de classes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. De toute évidence, sa dictature sur la bourgeoisie n'est pas limitée au seul exercice de la violence révolutionnaire; et une dictature intégrale dans les différents domaines est également indispensable — sous les formes d'une lutte sanglante et non sanglante, violente et pacifique, sur les plans militaire, économique, éducatif et administratif.

Le recours ou l'hostilité à la force révolutionnaire est une pierre de touche pour reconnaître le vrai marxisme du faux. Les opportunistes à la solde de la bourgeoisie s'opposent toujours à ce que le prolétariat accède au pouvoir par la révolution violente. Et le pouvoir conquis, à ce qu'il soumette les ennemis de classe à la répression, par la force révolutionnaire. Ainsi était Lin Piao, arriviste et conspirateur bourgeois qui, dans sa haine du prolétariat, prônait les absurdités confucéennes telles que « qui recourt à la vertu vaincra, qui recourt à la force échouera »; Lin Piao qui — traître honteux au marxisme — présentait perfidement la violence révolutionnaire de notre dictature du prolétariat sous les noires couleurs de l'« autocratie » et de la « tyrannie ».

Q. : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

R. : C'est souligner l'esprit révolutionnaire de franchise et de loyauté dont témoignent les communistes. Leurs opinions et leurs projets représentent la volonté et les aspirations du prolétariat et des autres travailleurs; ils répondent à ce qu'exige le progrès social. Les communistes n'agissent que dans l'intérêt de la majorité de la population mondiale, sans défendre aucune cause égoïste. Nous possédons la conviction que « **notre cause est juste. Et une cause juste ne peut être ruinée par aucun ennemi** ». (Mao Tsétoung: «Allocution d'ouverture à la première session de la I^{ère} Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine») C'est une loi objective : le socialisme doit se substituer au capitalisme et le communisme triompher dans le monde entier. Par conséquent, au lieu de dissimuler nos points de vue et nos buts, nous, communistes, devons précisément, en les propageant, unir le prolétariat et les autres exploités pour les éduquer. Afin qu'ils œuvrent pour notre cause, immense et juste — le triomphe de la révolution socialiste et communiste.

Et ce sont, à l'inverse, leurs intérêts exclusifs qui poussent les classes réactionnaires agonisantes et leurs représentants — de par la faiblesse de leur nature de classe — à dissimuler leurs opinions et projets et à tramer complots et intrigues. Ainsi agissait la clique antiparti de Lin Piao : bonnes paroles en face et machinations dans l'ombre. Voilà le double jeu de ces contre-révolutionnaires. Mais qui n'a pas permis de masquer complètement leur véritable visage, précisément en raison de leurs menées contre-révolutionnaires : révélés, ils n'ont pu connaître qu'une fin lamentable.

Q. : « Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner ». N'est-ce pas ?

R. : Oui ! Cela montre l'ambition magnifique et l'esprit révolutionnaire conséquent du prolétariat qui veut libérer l'humanité tout entière. Que possédait-il sous l'ancien système ? Ses chaînes. La situation économique conditionne l'attitude politique. La misère pousse au changement, à l'action, à la révolution. Le prolétariat, est la classe la plus éminente et la plus révolutionnaire de l'histoire, le fossoyeur du système capitaliste. Une fois armé du marxisme, placé sous la direction du parti communiste — son avant-garde —, et le plus possible uni à l'écrasante majorité des masses travailleuses, il est à même de renverser le système capitaliste et tout système d'exploitation. Alors dans cette révolution, il brisera tous ses fers et libérera le monde entier.

Les chaînes, matérielles et immatérielles, dont le vieux monde l'a chargé, doivent toutes être brisées. Mais dans une certaine mesure, briser les maillons immatériels — vieilles idées, vieilles traditions, vieilles habitudes — est le plus difficile.

J'espère aussi que pour compléter les causeries et les cours, vous consacrerez un certain temps à lire au moins quelques-uns des principaux ouvrages de Marx et d'Engels. Je suis certain que dans la liste des livres recommandés et dans les manuels mis par votre bibliothèque à la disposition des étudiants de l'école d'administration et du Parti, — je suis certain que vous trouverez ces principaux ouvrages; bien que, là encore, les difficultés de comprendre l'exposé puissent au premier abord rebuter certains, je dois une fois de plus vous prévenir

qu'il ne faut pas que cela vous trouble, que ce qui n'est pas clair après une première lecture le deviendra à la seconde lecture, ou lorsque vous aborderez la question d'un autre côté; je le répète, cette question est si compliquée et si embrouillée par les savants et les écrivains bourgeois que quiconque veut y réfléchir sérieusement et se l'assimiler par lui-même doit l'aborder à plusieurs reprises, y revenir encore et encore, la considérer sous ses différents aspects pour en acquérir une intelligence nette et sûre. Il vous sera d'autant plus facile d'y revenir que c'est une question à ce point essentielle, à ce point capitale de toute la politique que vous vous y heurtez toujours, quotidiennement dans tout journal, à propos de tout problème économique ou politique, non seulement à une époque orageuse et révolutionnaire comme la nôtre mais aussi aux époques les plus calmes : qu'est-ce que l'Etat, quelle est sa nature, quel est son rôle, quelle est l'attitude de notre parti, du parti qui lutte pour renverser le capitalisme, du Parti communiste, à l'égard de l'Etat.

V. Lénine: « *De l'Etat* » (Juillet 1919)

Q. : Lénine parle ici de l'Etat comme d'une question essentielle, capitale dans toute la politique. Mais complètement embrouillée par les savants et les écrivains bourgeois. Pourquoi ?

R. : La question du pouvoir est fondamentale dans toute révolution, dit la théorie marxiste. Et la question de l'Etat est, par essence, celle qui consiste à savoir quelle classe tient ce pouvoir en main et exerce la dictature. Aujourd'hui, la Chine se trouve dans la période historique du socialisme. Ce problème y est ainsi posé : persister dans la dictature du prolétariat ou restaurer celle de la bourgeoisie. Question majeure pour le sort et le futur du prolétariat et de toutes les masses travailleuses. Comme l'a dit Lénine, « **question à ce point essentielle, à ce point capitale de toute la politique** ».

Et dont l'importance fait que par l'intermédiaire de ses porte-parole, la bourgeoisie l'embrouille à dessein, de façon à dissimuler son but. Tous les savants et écrivains bourgeois décrivent chaque fois l'Etat comme une institution au-dessus des classes. Et jamais comme instrument d'oppression de classe. Ils le présentent comme « un organe de conciliation des classes », « indépendant », « chargé de la mission de défendre les intérêts de tous » etc. Certains, encore le mystifient, le divinisent, le prétendent « quelque chose de surnaturel », « une force d'origine divine, dont dépend l'existence de l'humanité ». Quant aux révisionnistes — agents de la bourgeoisie au sein du parti communiste —, pour contrecarrer la dictature du prolétariat ils affichent des sophismes tels que « démocratie pure », « Etat du peuple tout entier », « bienveillance ». Pourquoi jettent-ils la confusion ? Mais, comme le dit Lénine, pour que « **la théorie de l'Etat serve à justifier les privilèges sociaux, à justifier l'exploitation, à justifier l'existence du capitalisme** ». («De l'Etat») Seulement par cet embrouillement ils démentent précisément la thèse d'un Etat planant « au-dessus des classes ».

Q. : Pourquoi Lénine souligne-t-il qu'il faut lire et étudier des ouvrages marxistes si l'on veut parfaitement comprendre cette question ?

R. : Bien entendu. Puisque qu'il s'agit d'une question essentielle, capitale en toute politique. Une question théorique très importante qu'on côtoie dans la réalité de tous les jours. Mais tellement embrouillée par la bourgeoisie que les révolutionnaires prolétariens doivent

nécessairement en posséder une parfaite compréhension, théoriquement et pratiquement. Car, comme le dit le président Mao, « **si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme** ».

A cette fin, Lénine nous recommande de consacrer un certain temps à la lecture d'au moins quelques-uns des principaux ouvrages de Marx et d'Engels, et de ne pas alors être rebutés ni troublés par les difficultés. Il nous invite à lire, à relire, à aborder cette question à plusieurs reprises en liaison avec les différents aspects de la réalité. Puis à y revenir encore, en vue d'en acquérir une intelligence nette et précise. Tout cela est très important pour nous guider dans l'étude de la Théorie. A maintes reprises le président Mao nous a dit que pour « **pratiquer le marxisme et non le révisionnisme** », pour distinguer le vrai marxisme du faux, pour prévenir et combattre le révisionnisme et pour consolider la dictature du prolétariat, nous devons « **lire et étudier consciencieusement pour bien posséder le marxisme** ». Et alors, il a toujours mis l'accent sur ce style révolutionnaire d'étude : lier la théorie à la pratique. L'étude du marxisme-léninisme et la critique du révisionnisme nous imposent aussi d'éliminer graduellement l'empirisme et le dogmatisme, deux tendances erronées qui — différentes seulement en apparence — visent à réviser le marxisme et vont à rencontre du principe de la liaison entre théorie et pratique.